



**BANQUE MONDIALE**

**MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES  
ET DU PLAN**

-----  
**SECRETARIAT GENERAL**  
-----  
**DIRECTION GENERALE DU BUDGET**



**BURKINA FASO**  
UNITE-PROGRES-JUSTICE

# BUDGET CITOYEN

## LOI DE FINANCES 2022



**Ensemble, construisons un Burkina Faso prospère !**



# BUDGET CITOYEN

## LOI DE FINANCES 2022



Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale.



# LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ASF	Attestation de situation fiscale
BCEAO	Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest
CNT	Conseil national de la transition
COVID-19	Coronavirus disease 2019
CUP	Centre universitaire polytechnique
DGDT	Direction générale du développement territorial
DGEP	Direction générale de l'économie et de la planification
DGESS	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
DPPD	Document de programmation pluriannuelle des dépenses
FCFA	Franc de la communauté financière africaine
HIMO	Haute intensité de main-d'œuvre
IBP	International budget partnership
IDS	Institut des sciences
MAAHM	Ministère de l'agriculture, des aménagements hydro-agricoles et de la mécanisation
MEA	Ministère de l'eau et de l'assainissement
MEFP	Ministère de l'économie, des finances et du plan
MENAPLN	Ministère de l'éducation nationale, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales
MESRI	Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation
MICA	Ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat
MID	Ministère des infrastructures et du désenclavement
OSC	Organisation de la société civile
UEMOA	Union économique et monétaire ouest africaine
UNB	Université Nazi Boni
UNZ	Université Norbert Zongo
USD	United states dollar
UTS	Université Thomas Sankara



M A L I

N I G E R

BURKINA FASO

■ OUAGADOUGOU

Fada-N'Gourma

Tenkodogo

Manga

Koudougou

Dédougou

Ziniaré

Kaya

Ouahigouya

Dori

Bobo-Dioulasso

Banfora

Gaoua

B E N I N

G H A N A

T O G O

CÔTE D'IVOIRE

# AVANT-PROPOS



La transparence budgétaire est un principe fondamental de la gestion des finances publiques. Elle exige de rendre public en temps opportun et de façon systématique l'ensemble des informations et données budgétaires. Au Burkina Faso, ce principe est édicté par la loi

N° 008-2013/AN du 23 avril 2013 portant code de transparence dans la gestion des finances publiques et traduit comme objectif stratégique au niveau du Plan national de développement économique et social 2021-2025 (PNDES-II) à travers l'axe 2 intitulé « **Approfondir les réformes institutionnelles et moderniser l'administration publique** ».

Dans ce sens, le Gouvernement du Burkina Faso élabore annuellement depuis 2014, le budget citoyen. La tradition a été respectée en 2022 avec l'élaboration de la présente édition. En effet, le budget citoyen reprend dans un langage simplifié l'essentiel du contenu du budget de l'Etat qui est difficilement assimilable par le citoyen du fait de son caractère technique. Cette simplification du budget permet au citoyen de s'en approprier afin de pouvoir exercer pleinement son rôle de contrôle et de veille citoyenne conféré par la constitution du 02 juin 1991.

L'élaboration du budget de l'Etat, exercice 2022 intervient dans un environnement marqué par la persistance des attaques terroristes, les effets de la pandémie de la Covid-19 sur l'activité économique et la poursuite de la suspension du pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Le contexte est également marqué par le processus de négociations avec le Fonds monétaire international (FMI) d'un nouveau programme économique et financier triennal appuyé par la Facilité élargie de crédits (FEC).

Le budget citoyen tout en mettant l'accent sur les efforts du Gouvernement dans les domaines de l'éducation, la santé et l'hygiène publique, l'agriculture, les aménagements hydro agricoles et les ressources animales et halieutiques, l'eau potable et l'assainissement, le sport, l'emploi et la formation professionnelle ainsi que les infrastructures, aborde également les questions préoccupantes de la lutte contre l'insécurité et la Covid-19. A cet effet, les prévisions de ressources allouées au secteur de la défense et sécurité et celles allouées à certains ministères et institutions dans le cadre de la riposte contre la pandémie sont présentées dans le document.

Les ambitions du Gouvernement pour ces secteurs qui impactent fortement et directement la vie du citoyen nous interpellent à redoubler d'efforts dans la mobilisation et l'utilisation rationnelle des ressources publiques.

Cette situation appelle également, chaque citoyen en ce qui le concerne, à un sursaut patriotique dans l'accomplissement de son devoir fiscal pour le financement de nos priorités en matière de développement économique et social.

La thématique abordée dans le présent budget citoyen porte sur les principes budgétaires. Ce choix a été guidé par la nécessité de faire comprendre aux citoyens les règles qui encadrent l'élaboration et l'exécution des lois de finances, toute chose qui leur permettra de mieux s'approprier les documents budgétaires.

Pour permettre son appropriation par l'ensemble de la population, le budget citoyen fait l'objet de traduction en plusieurs langues nationales et d'une large diffusion à travers différents canaux de communication et d'information.





# SOMMAIRE

05

SIGLES ET ABREVIATIONS

07

AVANT-PROPOS

1<sup>re</sup> PARTIE

11

GENERALITES SUR LE BUDGET ET QUELQUES  
DISPOSITIONS DE LA LOI DE FINANCES,  
EXERCICE 2022

2<sup>e</sup> PARTIE

23

CONTEXTE, HYPOTHESES D'ELABORATION  
ET PRIORITES DU BUDGET DE L'ETAT,  
EXERCICE 2022

3<sup>e</sup> PARTIE

29

PRESENTATION DU BUDGET DE L'ETAT,  
EXERCICE 2022

4<sup>e</sup> PARTIE

39

INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS  
SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT,  
EXERCICE 2022

5<sup>e</sup> PARTIE

101

MESURES D'ACCOMPAGNEMENT  
POUR UNE BONNE EXECUTION DU BUDGET  
DE L'ETAT, EXERCICE 2022

6<sup>e</sup> PARTIE

103

THEMATIQUE ABORDEE DANS LE BUDGET  
CITOYEN 2022 : LES PRINCIPES BUDGETAIRES

108

CONCLUSION

109

ANNEXES





**BURKINA FASO**

UNITE-PROGRES-JUSTICE

**MINISTRE DE L'ECONOMIE,  
DES FINANCES ET DU PLAN**

**01**

**GENERALITES SUR LE BUDGET ET QUELQUES  
DISPOSITIONS DE LA LOI DE FINANCES,  
EXERCICE 2022**

**BUDGET CITOYEN**

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale.

Cette partie présente les définitions de quelques notions de base, les fondements juridiques qui sous-tendent l'élaboration du budget citoyen, les grandes étapes du processus d'élaboration du budget et quelques dispositions de la loi de finances, exercice 2022.



## I- QUELQUES NOTIONS DE BASE

### Arbitrage budgétaire

Processus suivant lequel les ressources budgétaires sont réparties entre les différents ministères et institutions en tenant compte de la capacité financière et des priorités du Gouvernement.

### Autorisations d'engagement (AE)

Limite supérieure des dépenses pouvant faire l'objet de contrat ou convention au cours de l'exercice pour la réalisation des investissements prévus par la loi de finances.

### Budget de l'Etat

Partie chiffrée de la loi de finances qui présente d'une part, les ressources de l'Etat et d'autre part, les activités retenues et les montants prévus pour les mettre en œuvre au cours d'une année donnée.



*Il est important de souligner que le budget de l'Etat n'est pas de l'argent disponible pouvant être immédiatement utilisé pour couvrir les dépenses. En effet, les recouvrements de recettes se font durant toute l'année budgétaire et les dépenses sont exécutées en tenant compte du niveau de la trésorerie.*

### Cadrage budgétaire

Processus consistant à dégager les prévisions de ressources globales et à les allouer à la réalisation des objectifs de développement définis par les référentiels nationaux de développement. Il est effectué chaque année et couvre une période minimale de trois (03) ans.

## Charge financière de la dette

Ensemble de dépenses de l'Etat consacrées au paiement des intérêts et autres charges liées à la dette.

## Choix stratégiques budgétaires

Mesures prises par le Gouvernement en vue d'assurer un bon niveau de mobilisation des ressources et une exécution efficace de la dépense publique.

## Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être payées au cours de l'exercice.

## Critères de convergence de l'UEMOA

Indicateurs économiques assortis de normes que les Etats membres de l'UEMOA doivent respecter dans l'élaboration et la conduite des politiques de développement pour l'atteinte des objectifs de l'Union. Il existe deux (02) types de critères : les critères de premier rang dont le respect est obligatoire et ceux de second rang constituant des repères structurels indicatifs.

## Dépenses en atténuation des recettes

Dépenses destinées au remboursement de certaines recettes indument perçues par l'Etat.

## Don programme

Aide financière non remboursable provenant des Partenaires techniques et financiers et non affectée préalablement à une dépense spécifique.

## Don projet

Aide financière non remboursable provenant des Partenaires techniques et financiers octroyée à un Etat pour la mise en œuvre d'un projet de développement préalablement défini.

## Encours de la dette

Montant total de la dette restant à rembourser par l'Etat à une date donnée.

## Epargne budgétaire

Différence positive due au fait que les recettes ordinaires sont supérieures aux dépenses ordinaires. Elle traduit la capacité de l'Etat à financer ses investissements après couverture de ses dépenses ordinaires.

## Impôt

Prélèvement obligatoire effectué par la puissance publique (l'Etat et les collectivités territoriales) sur les ressources des personnes vivant sur le territoire ou y possédant des intérêts, sans contrepartie déterminée, en vue de faire face aux charges de l'Etat ou de la collectivité.

## Inflation

Augmentation du niveau général des prix des biens et services. Lorsqu'il y a inflation, le pouvoir d'achat diminue.

## Loi de finances

Acte législatif par lequel l'Assemblée nationale autorise le Gouvernement à percevoir l'impôt et à exécuter des dépenses sur une année budgétaire. Au Burkina Faso, l'année budgétaire coïncide avec l'année civile (1er janvier au 31 décembre).

## Loi de finances initiale (LFI)

Première loi de finances votée par l'Assemblée nationale au titre d'une année.

## Loi de finances rectificative (LFR)

Loi de finances qui modifie en cours d'année les dispositions de la loi de finances initiale.

## Loi de règlement

Loi qui intervient après la clôture de l'exécution du budget et arrête le montant définitif des recettes et des dépenses ainsi que les résultats budgétaires (déficit ou excédent) qui en découlent.

## Produit intérieur brut

Valeur de tous les biens et services produits dans le pays au cours d'une année.

## Ratio « masse salariale/recettes fiscales »

Rapport entre la masse salariale et les recettes fiscales. Il traduit la part des recettes fiscales consacrée au paiement des salaires des agents publics. Il constitue un des critères de convergence de second rang de l'UEMOA.

## Redevance

Prélèvement obligatoire à l'occasion d'une opération de service public. Elle est la contrepartie monétaire d'un service rendu.

## Solde budgétaire global

Différence entre les recettes totales et les dépenses totales du budget de l'Etat. Lorsque les dépenses sont supérieures aux recettes de l'année,

on parle de «*déficit budgétaire*». Si les dépenses sont inférieures aux recettes de l'année, on parle d'«*excédent budgétaire*». En cas d'égalité entre les dépenses et les recettes de l'année, on parle d'«*équilibre budgétaire*».

## Système d'exercice

Rattachement des opérations de recettes et de dépenses à l'année à laquelle elles ont été autorisées indépendamment de l'année au cours de laquelle elles sont effectivement exécutées.

## Taux de pression fiscale

Rapport entre les recettes fiscales et le PIB d'un pays. Il mesure le poids des impôts dans l'économie. Il constitue un des critères de convergence de second rang de l'UEMOA.

## Transfert courant

Aide financière de l'Etat octroyée à certaines structures (Société d'Etat, Etablissement Public de l'Etat, Collectivité Territoriale, partenaires sociaux, partis politiques, etc.) pour la mise en œuvre de leurs actions. Il prend également en compte la contribution de l'Etat aux organismes internationaux dont le Burkina Faso est membre.

## Transfert en capital

Dépense composée de subvention publique versée à une structure pour compléter le financement de ses investissements (entreprise en difficulté) et de frais d'acquisition d'actifs.



## II- FONDEMENTS JURIDIQUES DE L'ELABORATION DU BUDGET CITOYEN

L'élaboration du budget citoyen est régie par des textes juridiques au plan international, communautaire et national dont les principaux sont répertoriés dans le tableau ci-dessous :



- Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen de 1789 (article 14) ;
- Code de bonnes pratiques en matière de transparence des finances publiques du Fonds Monétaire International (FMI), 2016 (point I).



- Directive N°01/2009/CM /UEMOA du 27 mars 2009 portant code de transparence dans la gestion des finances publiques au sein de l'UEMOA (préambule) ;
- Directive N°06/2009/CM /UEMOA du 26 juin 2009 portant lois de finances au sein de l'UEMOA (article 14).



- Constitution du 02 juin 1991 (préambule) ;
- Loi N° 008-2013 /AN du 23 avril 2013 portant code de transparence dans la gestion des finances publiques au Burkina Faso (article 2) ;
- Loi organique N° 073-2015/CNT du 06 novembre 2015 relative aux lois de finances (article 94).



## III- GRANDES ETAPES DU PROCESSUS D'ELABORATION DU BUDGET

Le processus d'élaboration du budget de l'année à venir obéit à un calendrier budgétaire annuel et démarre dès le mois de janvier de l'année en cours avec la définition des priorités et des choix stratégiques budgétaires. Il s'étend jusqu'au mois de décembre avec la promulgation de la loi de finances en passant par les arbitrages budgétaires au niveau du Gouvernement et le vote au niveau de l'Assemblée nationale.



## 1

### CADRAGE BUDGETAIRE

JANVIER - JUIN

Priorités et choix stratégiques budgétaires ;

Détermination des enveloppes globales (recettes et dépenses) ;

Détermination des enveloppes par ministère et institution ;

Elaboration et notification de la circulaire aux ministères et institutions ;

Elaboration des budgets programmes (BP) par les ministères et institutions.



## 2

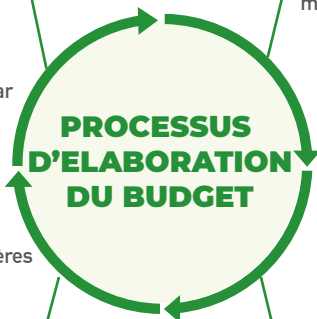
### ARBITRAGE

JUIN - SEPTEMBRE

Examen technique des BP par le ministère en charge des finances ;

Arbitrage des BP des ministères et institutions ;

Adoption de l'avant-projet de loi de finances par le Conseil des ministres.



## 4

### PROMULGATION

DECEMBRE

Promulgation de la loi de finances par le Président du Faso



## 3

### VOTE

SEPTEMBRE - DECEMBRE

Dépôt du projet de loi de finances à l'Assemblée nationale ;

Examen du projet de loi de finances ;  
Vote de la loi de finances.



## IV- QUELQUES DISPOSITIONS DE LA LOI DE FINANCES, EXERCICE 2022

Cette partie traite de quelques dispositions encadrant la gestion budgétaire (i) et des nouvelles dispositions fiscales (ii).

### 1. Dispositions encadrant la gestion budgétaire

L'efficacité dans la gestion budgétaire est consacrée par un certain nombre de dispositions portant aussi bien sur les recettes que sur les dépenses.

### > a. En matière de recettes (articles 3,5,9 et 11 de la LFI)

- « Aucune recette, quel que soit son budget d'imputation ou sa destination, ne peut être perçue si elle n'est autorisée par un texte législatif ou réglementaire pris sur proposition ou avec l'accord préalable du ministre en charge des finances... » ;
- « Les comptables publics sont personnellement et pécuniairement responsables de l'encaissement régulier des recettes dont le recouvrement leur est confié. Est considéré comme un détournement de deniers publics et passible de poursuites administratives et judiciaires, le non versement des ressources des services de recettes au Trésor public dans les délais réglementaires » ;
- « Toute recette perçue peut faire l'objet de remboursement à condition que le redevable fasse la preuve que le paiement indu, total ou partiel, est le fait de l'administration. La demande est adressée au Ministre chargé des finances sous couvert du Comptable ayant encaissé la recette et après avis conforme du Comptable Principal de l'Etat compétent... » ;
- « Pour toute somme due à l'Etat au titre des prêts et avances non réglés à l'échéance, le redevable est tenu de régler une pénalité de

retard au taux de refinancement appliqué au Trésor public par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) ;

Cette pénalité de retard n'est applicable que pour les prêts et avances pour lesquels la convention signée entre l'Etat et le bénéficiaire ne prévoit aucun intérêt moratoire, aucun intérêt de retard et aucune pénalité de retard.

Le montant minimum à percevoir par le Trésor public au titre de ces pénalités est fixé à cent mille (100 000) francs CFA ».

### > b- En matière de dépenses (articles 42 et 44 de la LFI)

- « Les ordonnateurs et leurs délégués sont pécuniairement, personnellement et civilement responsables des dépenses exécutées sans engagement préalable.

Il est interdit, sous peine de forfaiture, aux ordonnateurs et à tout fonctionnaire, de prendre en violation de la disposition précédente, des mesures ayant pour objet d'engager ou d'exécuter des dépenses en dépassement des crédits ouverts. Les dépenses engagées ou exécutées dans de telles conditions sont mises à la charge du responsable.

Les crédits ouverts au budget de l'Etat, à l'exception de ceux de la charge financière de la dette, constituent des autorisations maximales et non des obligations de dépenses » ;

- « Sauf exception prévue par la réglementation, tout acte réglementaire, contrat, marché, convention, instruction ou décision émanant des institutions et des départements ministériels et de nature à avoir des répercussions sur les finances de l'Etat doit, sous peine de nullité de ses effets sur le plan budgétaire, être revêtu du visa du contrôleur financier ou en ce qui concerne le ministère chargé de la défense, du visa du contrôleur des forces armées...

Toute prestation effectuée en dehors de ces formes réglementaires est considérée comme un acte d'ordre privé entre la personne qui a effectué la commande et le fournisseur. Dans ce cas, aucun recours auprès de l'administration n'est recevable ».

## 2- Nouvelles dispositions fiscales

Les nouvelles mesures fiscales au titre de la loi de finances, exercice 2022 portent sur :

- **la sécurisation des bases d'imposition et la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ;**

- le renforcement des droits et pouvoirs de l'administration fiscale en matière de contrôle et de recouvrement de l'impôt ;
- l'institution de faveurs fiscales et ;
- les ajustements techniques de certaines dispositions fiscales.

### > a. Mesures de sécurisation des bases d'imposition et de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

Ces mesures ont pour effet de :

- rendre disponibles les informations sur les bénéficiaires effectifs des sociétés à travers notamment l'institution d'une obligation de tenue d'un registre des bénéficiaires effectifs à la charge des sociétés et d'une obligation de déclaration des bénéficiaires effectifs par lesdites sociétés ;
- renforcer le dispositif de contrôle des prix de transfert. Les prix de transfert sont définis comme les prix auxquels une entreprise transfère des biens corporels, des actifs incorporels, ou rend des services à des entreprises associées.

### > **b. Mesures de renforcement des droits et pouvoirs de l'administration fiscale en matière de contrôle et de recouvrement**

Ces mesures consistent en :

- l'institution du droit pour les vérificateurs d'obtenir des copies des pièces comptables jugées utiles ;
- l'institution du droit pour les enquêteurs d'effectuer des contrôles de factures aux sorties des commerces ;
- l'institution d'une procédure de flagrance fiscale avec pour effet entre autres, la mise en œuvre effective des mesures conservatoires et l'accélération des procédures fiscales par une taxation d'office avec des droits et taxes immédiatement exigibles ;
- l'élargissement du champ des structures devant exiger la production de l'attestation de situation fiscale. Ainsi pour compter du 1er janvier 2022 l'Administration douanière exigera cette attestation aux entreprises importatrices.

Ces mesures constituent des moyens supplémentaires pour lutter contre la fraude fiscale et le faux et améliorer le recouvrement de l'impôt.

### > **c. Mesures de faveurs fiscales**

- Institution d'une mesure optionnelle de fractionnement des droits d'enregistrement en matière de bail emphytéotique (bail de longue durée)

Les textes actuels prévoient pour l'enregistrement de ce type de bail l'application d'un taux de 5% sur le montant cumulé des loyers pour toute sa durée. Le montant d'impôt obtenu est payable dans son intégralité lors de l'enregistrement de l'acte. Il a été constaté que certains contribuables éprouvent des difficultés pour le paiement des droits d'enregistrement. Il est donc proposé d'assouplir les modalités de paiement desdits droits en instituant une possibilité de paiement en plusieurs tranches.

- Reconduction de la mesure du forfait, au profit des personnes physiques, au titre des droits d'enregistrement des mutations volontaires de propriété de biens immeubles à usage d'habitation et autorisation des mutations hors délai de mise en valeur

Le forfait et l'autorisation des mutations des terrains nus à usage d'habitation hors délai de mise en valeur ont été institués pour la première fois en 2016 puis reconduits en 2017, 2018, 2020 et 2021 au profit des personnes physiques afin de permettre aux personnes à revenus modestes d'effectuer plus aisément leurs opérations de mutation.

Au regard de l'intérêt manifesté par la population, il est proposé de reconduire la mesure pour l'année 2022.

Les forfaits des mutations de propriété de biens immeubles à usage d'habitation dont la valeur n'excède pas **20 millions FCFA** sont présentés par localité dans le tableau ci-après.

**Tableau 1 Tarifs forfaitaires par localité**

LOCALITE	TERRAINS NUS	TERRAINS BÂTIS
OUAGADOUGOU	500 000	800 000
BOBO-DIOULASSO	300 000	400 000
<b>Chefs-lieux de régions</b> <i>(autre que Ouaga et Bobo)</i>	200 000	250 000
<b>Autres communes</b>	150 000	200 000

Source : LFI 2022

Les personnes éligibles aux forfaits ci-dessus, restent soumises au taux de droit commun (8% de la valeur) lorsqu'il résulte de la liquidation, un droit inférieur au forfait sus indiqué.

Lorsque la valeur du bien immeuble, objet de la mutation excède 20 millions FCFA, le surplus est soumis au taux de droit commun.

## NB

**Les forfaits ci-dessus indiqués n'incluent pas la taxe de jouissance due par les nouveaux acquéreurs pour les mutations de terrains nus, ni la taxe sur les plus-values immobilières supportées par le vendeur.**

## > d. Mesures d'ajustement technique de certaines dispositions fiscales

Des mesures d'ajustement technique ont été introduites afin de rendre plus lisible et applicable certaines dispositions du Code général des impôts (CGI).





**BURKINA FASO**

UNITE-PROGRES-JUSTICE

**MINISTRE DE L'ECONOMIE,  
DES FINANCES ET DU PLAN**

**02**

**CONTEXTE, HYPOTHESES D'ELABORATION ET  
PRIORITES DU BUDGET DE L'ETAT,  
EXERCICE 2022**

**BUDGET CITOYEN**

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale.

# 02 CONTEXTE, HYPOTHESES D'ELABORATION ET PRIORITES DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2022

## I- CONTEXTE D'ELABORATION DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2022

Le contexte économique et social dans lequel s'est élaboré le budget de l'Etat, exercice 2022 a été marqué :

### AU PLAN INTERNATIONAL ET REGIONAL PAR

- la persistance des attaques terroristes dans le sahel ;
- la poursuite de la mise en œuvre des mesures de soutien budgétaire et monétaire ;
- les pressions à la hausse des prix à la consommation en raison d'une accélération de la demande ;
- une atténuation de la pandémie à Covid-19 du fait des avancées dans les campagnes de vaccination.



En somme, la croissance économique mondiale poursuivrait sa bonne orientation en ressortant à **6,0% en 2021** contre **3,2% en 2020**.

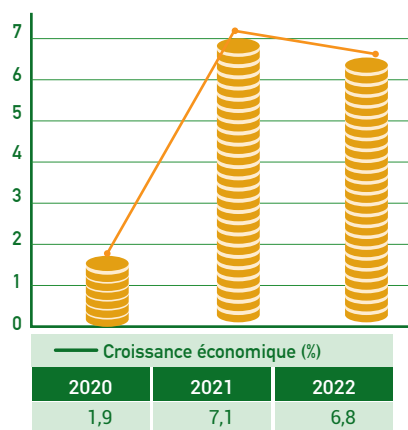
### AU PLAN NATIONAL PAR

- l'installation quelque peu favorable de la campagne agricole ;
- la persistance des attaques terroristes ;
- l'atténuation des effets de la pandémie à Covid-19 ;
- la suspension du pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité de l'UEMOA ;
- l'adoption du Plan national de développement économique et social 2021-2025 (PNDES-II) ;
- la poursuite des négociations pour la conclusion d'un nouveau programme de Facilité élargie de crédit (FEC) avec le Fonds monétaire international (FMI) pour la période 2021-2024 ;
- l'organisation des élections municipales.

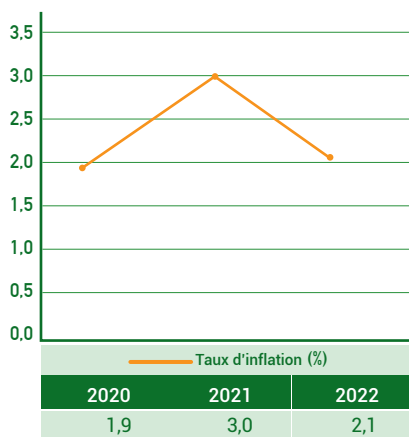
## II- HYPOTHESES D'ELABORATION DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2022

Les principales hypothèses qui sous-tendent l'élaboration du budget de l'Etat, exercice 2022 portent sur l'évolution du taux de croissance économique, des cours de certaines matières premières, du taux d'inflation, du taux de change du dollar US ainsi que de la production nationale de céréales. Ces hypothèses sont présentées à travers les graphiques ci-après :

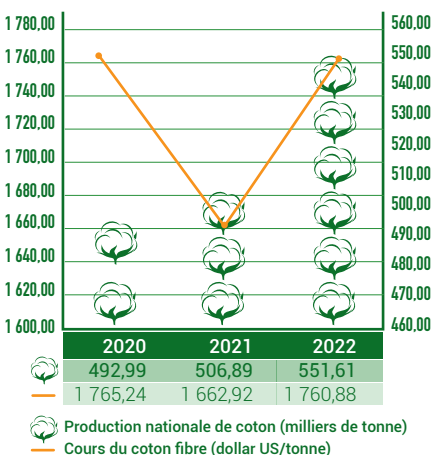
### Evolution de la croissance économique



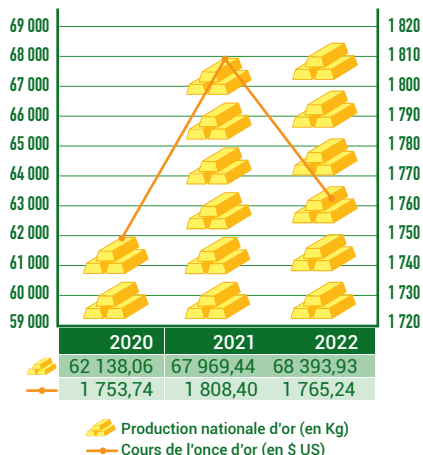
### Evolution du Taux d'inflation (%)



### Evolution de la production et du cours du coton

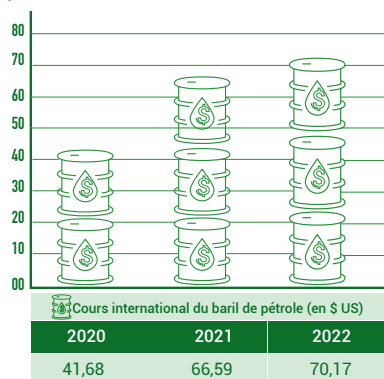


### Evolution de la production et du cours de l'or

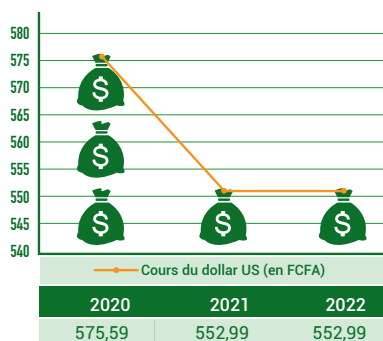


# 02 CONTEXTE, HYPOTHESES D'ELABORATION ET PRIORITES DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2022

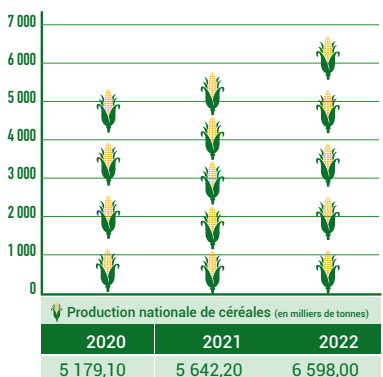
Evolution du cours international du baril de pétrole (USD)



Evolution du cours du dollar US (en FCFA)



Evolution de la production nationale de céréales (milliers de tonnes)



## III- PRIORITES RETENUES POUR L'ANNEE 2022

Les priorités du budget 2022 ont été définies conformément aux axes stratégiques du PNDES-II qui prennent en compte les défis liés au contexte économique et social actuel. Elles se déclinent comme suit :

### ➔ la consolidation de la résilience, la sécurité, la cohésion sociale et la paix

Depuis 2015, le pays fait face à une crise sécuritaire aiguë dont les causes immédiates résultent du terrorisme dans plusieurs régions. Ainsi, les actions majeures du Gouvernement s'inscriront dans le sens de réduire la vulnérabilité des populations et de certaines communautés à la radicalisation et au terrorisme, et de renforcer l'appareil sécuritaire du pays et la cohésion sociale ;

### ➔ l'approfondissement des réformes institutionnelles et la modernisation de l'Administration publique

Les actions porteront entre autres sur le renforcement de la démocratie, des droits humains et de la justice et l'amélioration de l'accès du public à l'information juste ; la modernisation et la dépolitisation de l'Administration ; le renforcement de la redevabilité dans la gestion du service public ; l'effectivité de la mise en œuvre du dialogue social ; l'aménagement efficace du territoire et le développement des pôles de croissance et la dynamisation des économies locales ;

## ➔ la consolidation du développement du capital humain et de la solidarité nationale

Afin d'assurer l'égalité d'accès aux services sociaux de base, en impulsant un développement équitable du capital humain, les actions du Gouvernement porteront sur l'éducation, l'enseignement supérieur et la recherche, la santé, l'accès à l'eau potable et assainissement, l'insertion de la jeunesse et des femmes dans l'activité économique, la promotion de la protection sociale, l'accès aux services énergétiques de qualité, la maîtrise de la croissance urbaine et l'accès au logement décent et aux bâtiments publics pour tous ;

## ➔ la dynamisation des secteurs porteurs pour l'économie et les emplois

Les actions se concentreront dans les secteurs à forte potentialité durable afin d'offrir plus d'opportunités aux populations en termes d'emplois et de revenus. Il s'agit notamment des secteurs de l'énergie, des infrastructures routières, des technologies de l'information et de la communication, de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de l'industrie minière.

La répartition par axe du PNDES-II des prévisions des dépenses d'investissements au titre de l'année 2022, d'une enveloppe globale de **995,85 milliards FCFA**, se présente comme suit :

### AXE 1



Consolider la résilience, la sécurité, la cohésion sociale et la paix

22,17%

220,75 milliards FCFA

### AXE 2



Approfondir les réformes institutionnelles et moderniser l'administration publique

8,58%

85,44 milliards FCFA

### AXE 4



Dynamiser les secteurs porteurs pour l'économie et les emplois

42,62%

424,42 milliards FCFA

### AXE 3



Consolider le développement du capital humain et la solidarité nationale

26,63%

265,24 milliards FCFA



# DIRECTION GENERALE DES IMPOTS





**BURKINA FASO**

UNITE-PROGRES-JUSTICE

**MINISTRE DE L'ECONOMIE,  
DES FINANCES ET DU PLAN**

**03**

**PRESENTATION DU BUDGET DE L'ETAT,  
EXERCICE 2022**

**BUDGET CITOYEN**

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale.

# 03 PRESENTATION DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2022

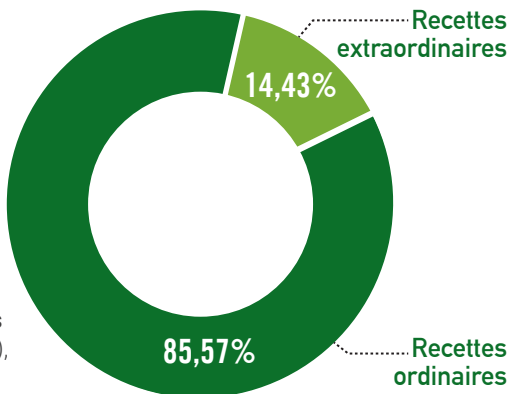
## I- RECETTES

De quoi sont constituées les recettes du budget de l'Etat, exercice 2022 ?

Les recettes du budget de l'Etat sont constituées de :

- **85,57% de recettes ordinaires** (recettes fiscales et recettes non fiscales), soit **2 010,04 milliards FCFA** ;
- **14,43% de recettes extraordinaires** (dons projets et dons programmes), soit **339,07 milliards FCFA**.

Répartition des prévisions de recettes budgétaires 2022 par source



### Comment ont évolué les recettes du budget de l'Etat entre 2021 et 2022 ?

Les recettes du budget de l'Etat ont augmenté de 10,18% entre 2021 et 2022.

Recettes du Budget de l'Etat en 2021 (LFR)



2 131,98 milliards FCFA

+10,18%

Recettes du Budget de l'Etat en 2022



2 349,11 milliards FCFA

### D'où proviendront les recettes du budget de l'Etat, exercice 2022 ?

Les recettes du budget de l'Etat proviendront des :

#### RECETTES FISCALES

Taxes sur la Valeur Ajoutée (TVA), Impôt sur les Sociétés, Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS), etc.

1 762,40 milliards FCFA

#### RECETTES NON FISCALES

Amendes et condamnations pécuniaires, droits et frais administratifs, etc.

247,64 milliards FCFA

#### DONS PROGRAMMES

Fonds octroyés par les partenaires financiers en complément des ressources internes de l'Etat

117,40 milliards FCFA

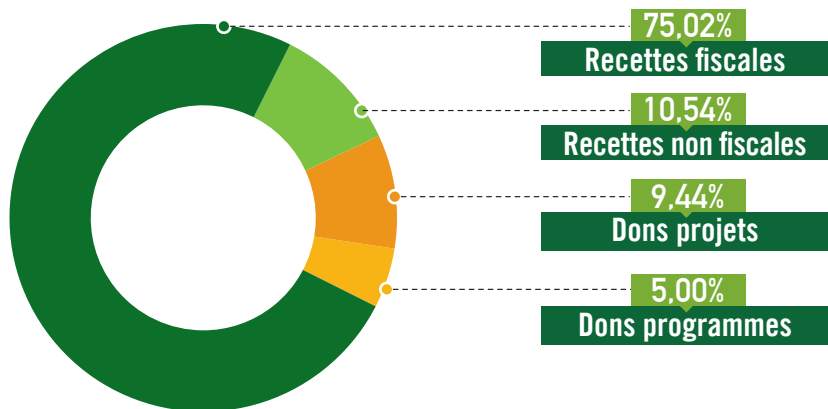
#### DONS PROJETS

Fonds octroyés par les partenaires financiers pour la réalisation de projets d'investissements bien ciblés

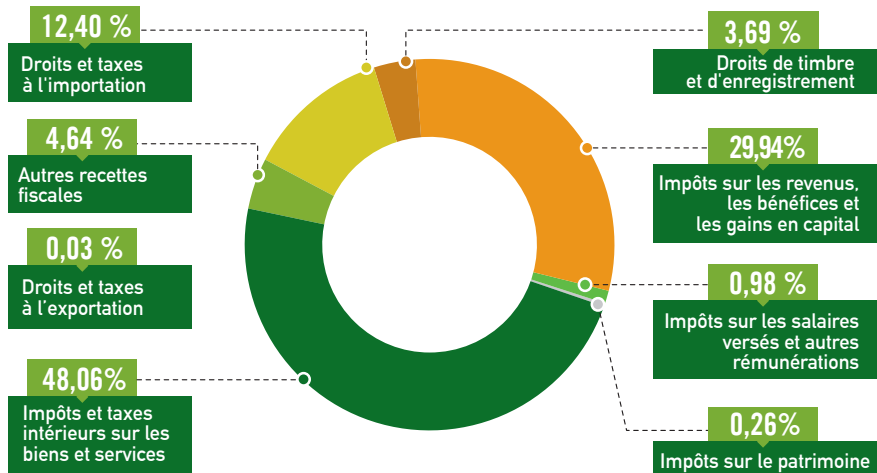
221,67 milliards FCFA



Répartition des prévisions de recettes du budget 2022 par nature



Répartition des recettes fiscales 2022 par type d'impôts



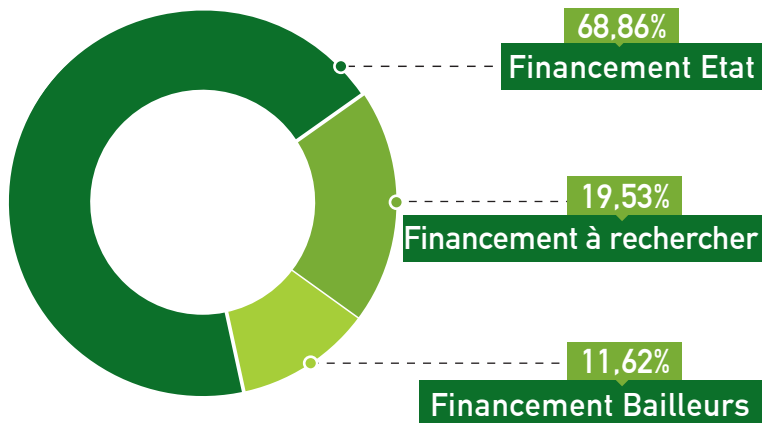
## II- DEPENSES

### Comment seront financées les dépenses du budget de l'Etat, exercice 2022 ?

Les dépenses du budget de l'Etat seront financées à hauteur de :

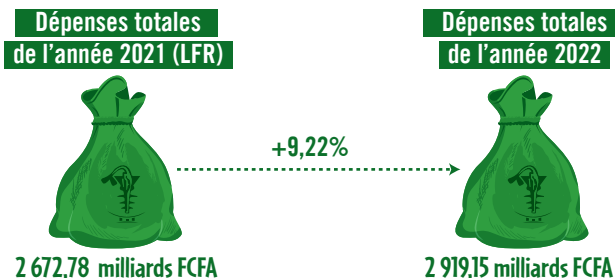
- 68,86% par les recettes ordinaires, soit 2 010,04 milliards FCFA ;
- 11,62% par les recettes extraordinaires, soit 339,07 milliards FCFA ;
- 19,53%, soit 570,04 milliards FCFA représentant le financement à rechercher.

#### Modalités de financement des dépenses du budget 2022



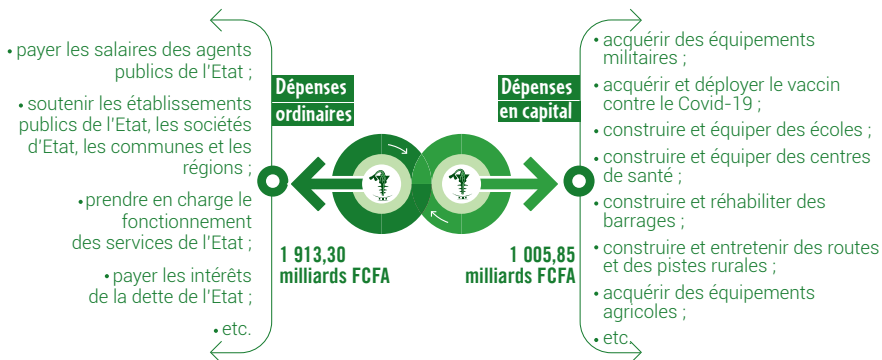
### Comment ont évolué les dépenses de l'Etat entre 2021 et 2022 ?

Les dépenses de l'Etat ont augmenté de 9,22% entre 2021 et 2022.



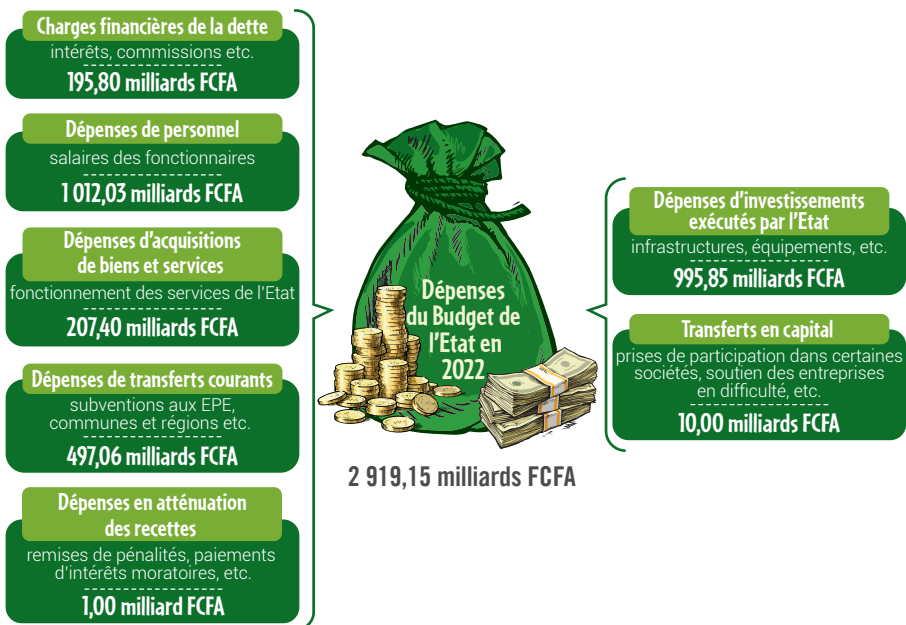
## A quoi serviront les dépenses du budget de l'Etat, exercice 2022 ?

Les dépenses du budget de l'Etat serviront à :

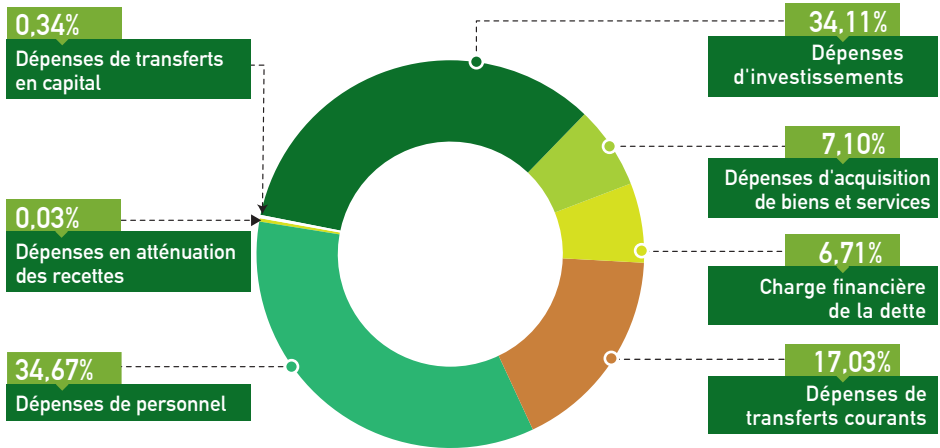


## De quoi sont constituées les dépenses du budget de l'Etat, exercice 2022 ?

Les dépenses du budget de l'Etat sont constituées de :

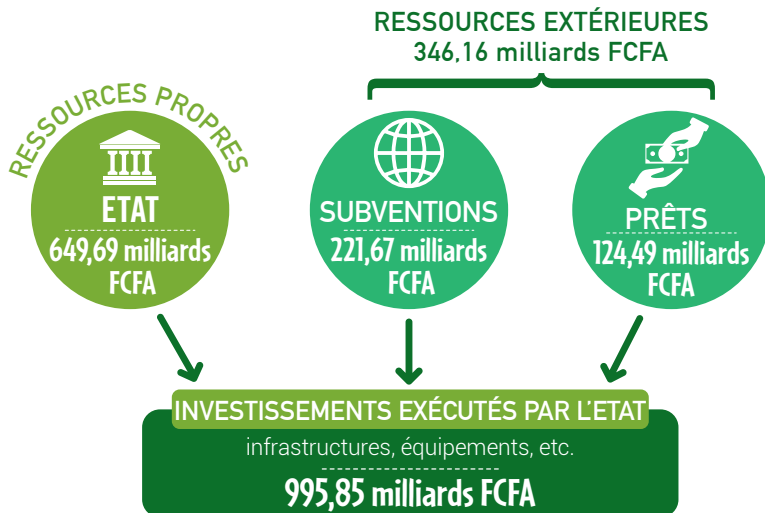


## Prévisions de dépenses du budget 2022 par nature

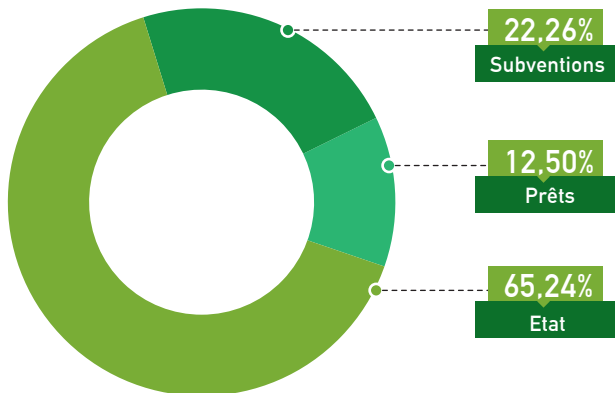


## Comment seront financés les investissements exécutés par l'Etat en 2022 ?

Les investissements seront financés par :



Prévisions de dépenses d'investissements en 2022  
par mode de financement



### III- SOLDES BUDGETAIRES ET QUELQUES INDICATEURS MACROECONOMIQUES

#### I. Epargne budgétaire

Les prévisions de recettes et de dépenses pour 2022 permettent de dégager une épargne budgétaire de **96,74 milliards FCFA**. Cette épargne servira à financer une partie des investissements de l'Etat.

**RECETTES ORDINAIRES**

- Recettes fiscales
- Recettes non fiscales

**2 010,04 milliards FCFA**

**DEPENSES ORDINAIRES**

- charges financières de la dette
- dépenses de personnel
- dépenses d'acquisitions de biens et services
- dépenses de transferts courants et
- dépenses en atténuation des recettes

**1 913,30 milliards FCFA**

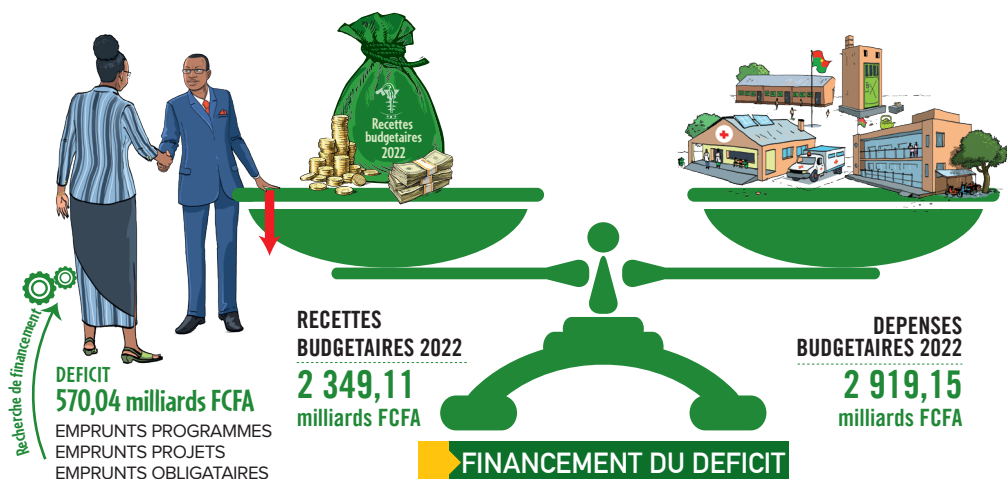
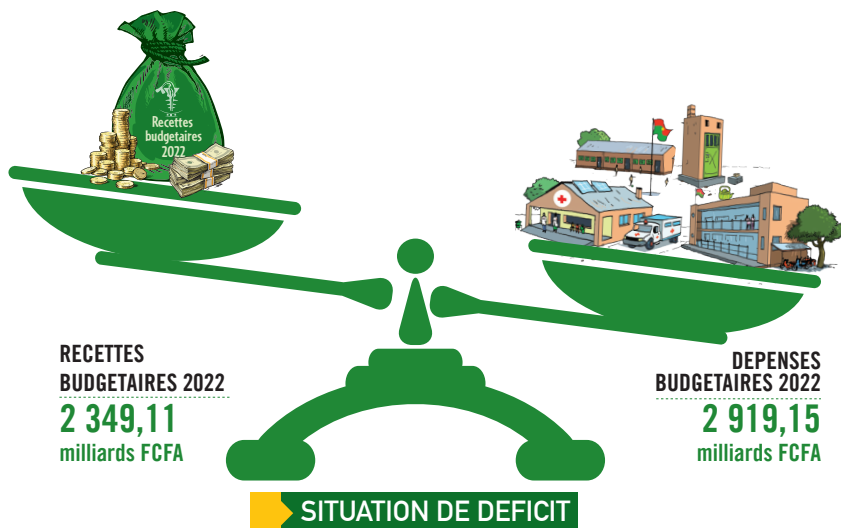


**96,74 milliards FCFA**

# 03 PRESENTATION DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2022

## 2- Déficit budgétaire et sources de financement

Les prévisions du budget de l'Etat, exercice 2022 dégagent un déficit de **570,04 milliards FCFA** qui serait couvert par les emprunts programmes, les emprunts projets et les emprunts obligataires.



### 3- Quelques indicateurs macroéconomiques

L'analyse de la situation macroéconomique est bâtie autour d'un certain nombre d'indicateurs qui permettent d'apprécier entre autres la viabilité des finances publiques. Pour le budget de l'Etat, exercice 2022, les indicateurs macroéconomiques du Burkina Faso se présentent comme suit :

**Tableau 2** Evolution de quelques indicateurs macroéconomiques du Burkina Faso

INDICATEURS	Réalisations 2020	Estimations 2021	Projections 2022
Solde global base engagement, dons compris, sur le PIB nominal (%)	-5,3	-5,0	-4,8
Taux d'inflation annuel moyen (%)	1,9	3,0	2,1
Ratio de l'encours total de la dette sur PIB nominal (%)	47,47	46,5	46,9
Ratio masse salariale sur recettes fiscales (%)	65,0	57,8	57,4
Taux de pression fiscale (%)	13,6	15,2	15,6

Source : DGB/MEFP, décembre 2021

Excepté le ratio de l'encours de la dette, les autres indicateurs macroéconomiques s'amélioreraient en 2022 par rapport à leur niveau de 2021.





**BURKINA FASO**

UNITE-PROGRES-JUSTICE

**MINISTRE DE L'ECONOMIE,  
DES FINANCES ET DU PLAN**

**04**

**INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS  
AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT,  
EXERCICE 2022**

**BUDGET CITOYEN**

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale.

# 04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2022

Cette partie présente les inscriptions spécifiques pour l'année 2022, certains indicateurs clés et quelques réalisations au titre de l'année 2020 et au 31 octobre de l'année 2021 dans certains secteurs prioritaires à savoir :

- i. la défense et la sécurité,
- ii. la santé et l'hygiène publique,
- iii. l'éducation nationale et l'alphabétisation,
- iv. l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation,
- v. l'eau potable et l'assainissement,
- vi. l'agriculture, les aménagements hydro agricoles et les ressources animales et halieutiques,
- vii. les infrastructures et le désenclavement et
- viii. le sport, l'emploi et la formation professionnelle.

Avant d'aborder ces différents points, l'évolution des dotations budgétaires des secteurs prioritaires et la situation d'exécution des mesures prises par le Gouvernement dans le cadre de la lutte contre la maladie à Corona virus (Covid-19) en 2020 et 2021 ainsi que les perspectives 2022 sont présentées dans les tableaux ci-après :

**Tableau 3 Evolution des dotations budgétaires (y compris financements extérieurs et transferts des ressources aux CT) des secteurs prioritaires**

SECTEURS PRIORITAIRES	Dotations (en FCFA)			Variation (2022-LFR 2021)	
	2021 (LFI)	2021 (LFR)	2022	Montant (en FCFA)	Taux
Sécurité et défense	398 014 653 000	402 357 268 000	483 664 751 000	81 307 483 000	20,21%
Santé et hygiène publique	305 344 960 000	305 844 960 000	330 174 067 000	24 329 107 000	7,95%
Education nationale et alphabétisation	523 947 376 000	525 447 376 000	570 136 327 000	44 688 951 000	8,50%
Enseignement supérieur et recherche	100 218 322 000	101 818 322 000	107 111 484 000	5 293 162 000	5,20%
Eau potable et assainissement	58 021 767 000	58 521 767 000	73 340 164 000	14 818 397 000	25,32%
Agriculture, aménagements hydro agricoles et ressources animales et halieutiques	161 838 524 000	161 838 524 000	145 891 165 000	-15 947 359 000	-9,85%

# INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2022

# 04

SECTEURS PRIORITAIRES	Dotations (en FCFA)			Variation (2022-LFR 2021)	
	2021 (LFI)	2021 (LFR)	2022	Montant (en FCFA)	Taux
Infrastructures et désenclavement	130 727 362 000	130 727 362 000	119 130 536 000	-11 596 826 000	-8,87%
Sport, emploi et formation professionnelle	27 855 578 000	28 052 708 000	32 929 499 000	4 876 791 000	17,38%

Source : DGB/MEFP, décembre 2021

**Tableau 4** Situation d'exécution des lignes spécifiques du budget de l'Etat pour la prise en charge des effets de la Covid-19 en 2020 et 2021

Actions et secteurs concernés	2020			2021 (à fin octobre)		
	Prog.(en FCFA)	Réal.(en FCFA)	Taux	Prog.(en FCFA)	Réal.(en FCFA)	Taux
Mesures sociales	25 620 000 000	25 620 000 000	100,0%	12 906 463 000	10 024 680 309	77,7%
Distribution de vivres aux personnes vulnérables et prise en charge psychosociale, Kit d'hygiène et de dignité	10 170 000 000	10 170 000 000	100,0%	4 730 000 000	4 730 000 000	100,0%
Soutien aux acteurs de la culture	1 250 000 000	1 250 000 000	100,0%	-	-	-
Prise en charge des factures d'eau, d'électricité	13 500 000 000	13 500 000 000	100,0%	5 909 306 000	3 027 523 309	51,2%
Prise en charge les frais de réduction du coût des kits solaires pour les ménages vulnérables	700 000 000	700 000 000	100,0%	2 267 157 000	2 267 157 000	100,0%

# 04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2022

Actions et secteurs concernés	2020			2021 (à fin octobre)		
	Prog.(en FCFA)	Réal.(en FCFA)	Taux	Prog.(en FCFA)	Réal.(en FCFA)	Taux
Préparation et riposte contre la maladie	38 173 097 000	33 948 136 404	88,9%	3 049 063 655	3 023 305 967	99,2%
Communication pour la riposte	500 000 000	492 024 618	98,4%	-	-	-
Prise en charge des cas, prévention, coordination, Surveillance, Recherche, prise en charge des équipes d'intervention rapide, logistique et sécurité	32 673 097 000	28 456 111 786	87,1%	3 049 063 655	3 023 305 967	99,2%
Financement de la recherche et la production de médicaments	5 000 000 000	5 000 000 000	100,0%	-	-	-
Relance économique	92 600 000 000	92 600 000 000	100,0%	10 000 000 000	5 000 000 000	50,0%
Acquisition d'intrants agro-pastoraux	15 600 000 000	15 600 000 000	100,0%	-	-	-
Règlement de la dette intérieure dans le secteur de l'hôtellerie, du tourisme des arts et de la presse	2 000 000 000	2 000 000 000	100,0%	-	-	-
Transfert au profit du FONAFI, FASI, FAPE et FAARF (inclusion financière, secteur informel, emploi jeunes et femmes)	15 000 000 000	15 000 000 000	100,0%	3 000 000 000	3 000 000 000	100,0%

# INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2022

# 04

Actions et secteurs concernés	2020			2021 (à fin octobre)		
	Prog.(en FCFA)	Réal.(en FCFA)	Taux	Prog.(en FCFA)	Réal.(en FCFA)	Taux
Relance des entreprises en difficulté	60 000 000 000	60 000 000 000	100,0%	7 000 000 000	2 000 000 000	28,6%
<b>TOTAL</b>	<b>156 393 097 000</b>	<b>152 168 136 404</b>	<b>97,30%</b>	<b>25 955 526 655</b>	<b>18 047 986 276</b>	<b>69,5%</b>

Source : DGB, décembre 2021



Pour l'exercice budgétaire 2022, des ouvertures de crédits budgétaires d'un montant global de **22,40 milliards FCFA** ont été faites pour la prise en charge des effets de la Covid-19 dont :

- **7,23 milliards FCFA** pour la prise en charge de la distribution gratuite de vivres, de kits d'hygiène et de dignité aux ménages les plus pauvres ;
- **13,50 milliards FCFA** pour l'acquisition et le déploiement des vaccins en vue de l'élargissement de la vaccination contre la Covid-19 à une grande partie de la population ;
- **1,67 milliard FCFA** au titre du Projet de préparation et de riposte au Covid-19.



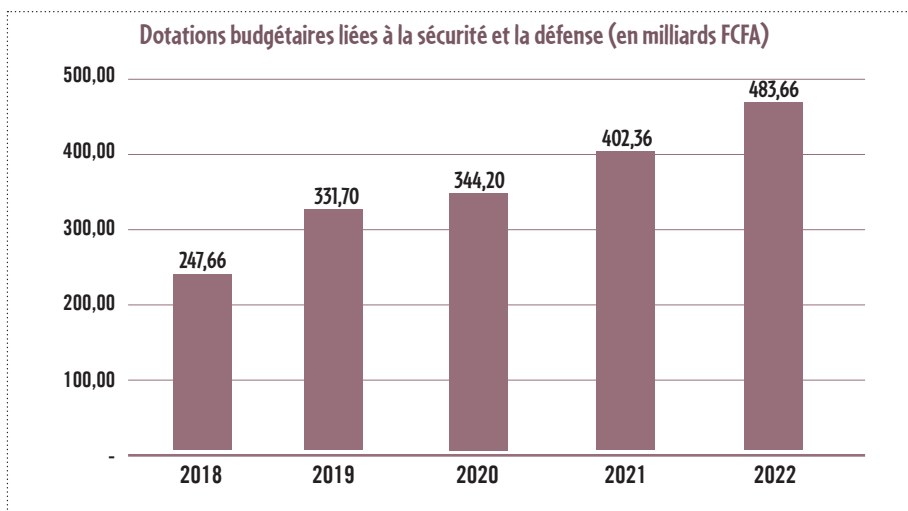
# DEFENSE ET SECURITE



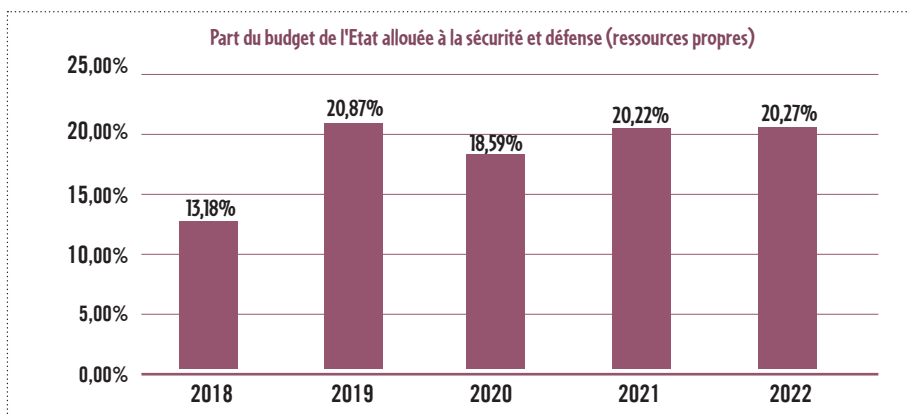
# 04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2022

Un montant de **483,66 milliards FCFA** est consacré en 2022 aux domaines de la défense et de la sécurité pour faire face à la persistance des attaques terroristes. Ce montant est en hausse de **20,21%** par rapport aux dotations définitives de l'exercice budgétaire 2021.

## Evolution des dotations budgétaires liées à la défense et à la sécurité entre 2018 et 2022



## Evolution de la part du budget de l'Etat allouée à la défense et à la sécurité entre 2018 et 2022



# SANTE ET HYGIENE PUBLIQUE



# 04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2022

## INDICATEURS

**Tableau 5** Évolution de quelques indicateurs clés

N°	INDICATEURS	Réalizations		Prévisions	
		2019	2020	2021	2022
1	Pourcentage de la population vivant à moins de 5 km d'une formation sanitaire (FS) (en %)	58,7	59,8	65,0	65,0
2	Ratio habitants/médecin	10 927	13 404	13 200	12 500
3	Pourcentage des formations sanitaires (CSPS) répondant aux normes minimales en personnel (en %)	87,1	85,4	96,0	90,0
4	Pourcentage des formations sanitaires répondant aux normes en infrastructures (en %)	78,7	78,7	82,0	82,0
5	Rayon moyen d'action théorique (en km)	6,3	5,8	5,6	5,5

Source : DGESS/Ministère en charge de la santé, décembre 2021

## Réalizations 2020 et 2021 (au 31 octobre) et prévisions 2022

**Tableau 6** Réalisations physiques (nombre) des dispensaires par région en 2020 et 2021

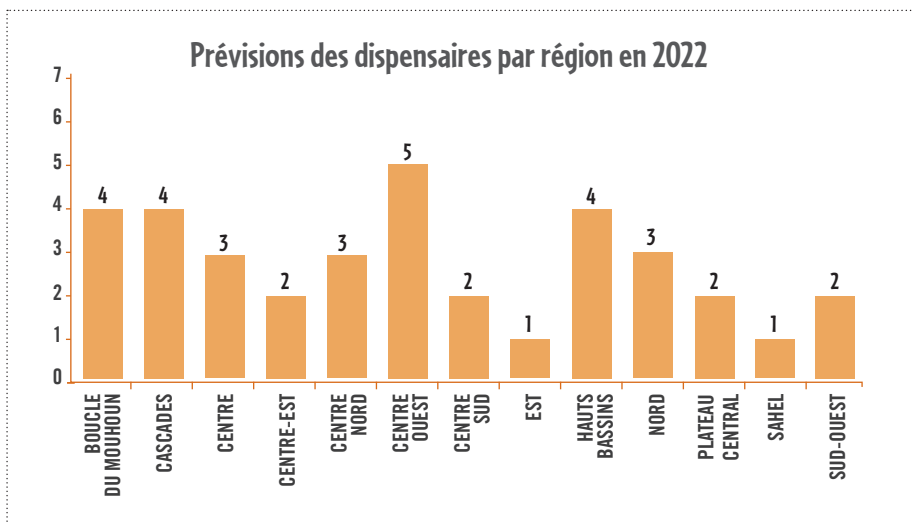
Régions	Réalisa- tions 2020	Prévi- sions	2021	
			Réalizations (31 octobre)	
			Avancement des travaux	Taux
Boucle du Mouhoun	2	6	2 réalisés à 100%, 1 réalisé à 98%, 1 réalisé à 90%, 1 réalisé à 20% et 1 réalisé à 9%	69,50%
Cascades	0	4	1 réalisé à 70%, 1 réalisé à 55%, 1 réalisé à 45% et 1 réalisé à 5%	43,75%
Centre	1	2	1 réalisé à 70% et 1 à 0%	35,00%
Centre-Est	4	3	1 réalisé à 95%, 1 réalisé à 90% et 1 à 0% (processus de passation des marchés)	61,67%
Centre-Nord	2	2	1 réalisé à 95% et 1 réalisé à 50%	72,50%
Centre-Ouest	2	4	1 réalisé à 98%, 1 réalisé à 85%, 1 réalisé à 70% et 1 réalisé à 65%	79,50%
Centre-Sud	1	2	1 réalisé à 100% et 1 réalisé à 70%	85,00%
Est	1	1	1 réalisé à 100%	100,00%
Hauts-Bassins	6	2	1 réalisé à 98% et 1 réalisé à 60%	79,00%
Nord	0	2	1 réalisé à 85% et 1 réalisé à 60%	72,50%
Plateau Central	1	2	1 réalisé à 60% et 1 réalisé à 5%	32,5%
Sahel	1	0	-	-
Sud-Ouest	1	3	1 réalisé à 100%, 1 à 0% (Marché en cours de passation) et 1 à 0% (changement de site en cours, l'infrastructure est déjà construite par FICOD)	33,33%
<b>Total</b>	<b>22</b>	<b>33</b>	-	-

Source : DGESS/Ministère en charge de la santé, décembre 2021

**Tableau 7** Prévisions des dispensaires par région en 2022

Régions	Prévisions 2022	
	Nombre	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	4	98 629 566
Cascades	4	98 629 566
Centre	3	73 972 175
Centre-Est	2	49 314 783
Centre-Nord	3	73 972 175
Centre-Ouest	5	123 286 958
Centre-Sud	2	49 314 783
Est	1	24 657 392
Hauts-Bassins	4	98 629 566
Nord	3	73 972 175
Plateau Central	2	49 314 783
Sahel	1	24 657 392
Sud-Ouest	2	49 314 783
<b>Total</b>	<b>36</b>	<b>887 666 096</b>

Source : DGESS/Ministère en charge de la santé, décembre 2021



# 04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2022

**Tableau 8 Réalisations physiques (nombre) des Dépôts de Médicaments Essentiels Génériques (DMEG) par région en 2020 et 2021**

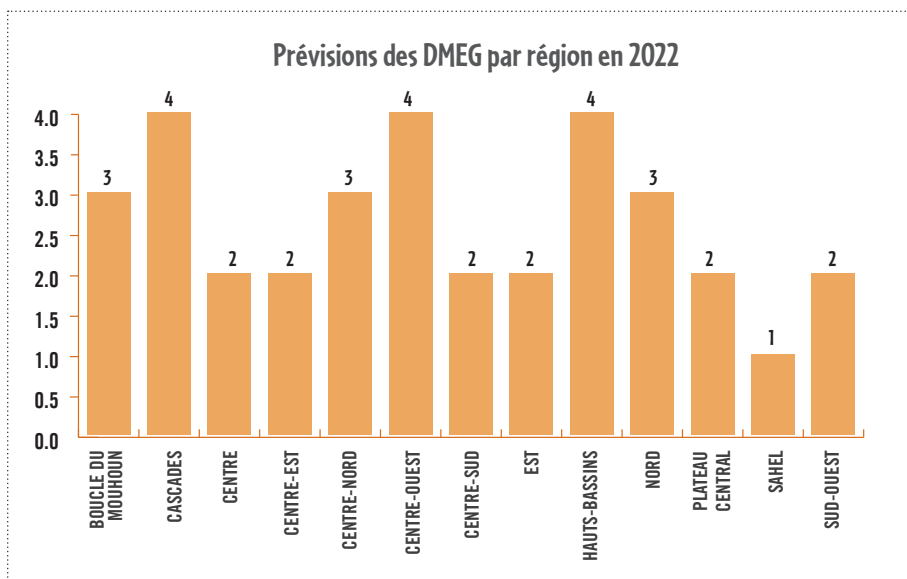
Régions	Réalizations 2020	2021		
		Prévisions	Réalizations (31 octobre)	
			Avancement des travaux	Taux
Boucle du Mouhoun	4	6	2 réalisés à 100%, 1 réalisé à 98%, 1 réalisé à 90%, 1 réalisé à 20% et 1 réalisé à 9%	69,50%
Cascades	2	4	1 réalisé à 75%, 1 réalisé à 70%, 1 réalisé à 45% et 1 réalisé à 5%	48,75%
Centre	1	6	1 réalisé à 100%, 1 réalisé à 70% et 4 à 0%	28,33%
Centre-Est	2	3	1 réalisé à 95%, 1 réalisé à 90% et 1 à 0% en cours de réalisation (processus de passation des marchés)	61,67%
Centre-Nord	2	2	1 réalisé à 60% et 1 réalisé à 50%	55,00%
Centre-Ouest	2	5	1 réalisé à 98%, 1 réalisé à 85%, 1 réalisé à 65%, 1 réalisé à 20% et 1 réalisé à 20%	57,60%
Centre-Sud	2	1	-	90,00%
Est	1	1	-	100,00%
Hauts-Bassins	6	2	1 réalisé à 60% et 1 réalisé 25%	42,50%
Nord	6	2	1 réalisé à 100% et 1 réalisé à 85%	92,50%
Plateau Central	1	1	Travaux non débutés	0,00%
Sahel	2	0	-	-
Sud-Ouest	1	3	1 réalisé à 100%, 1 à 0% (Marché en cours de passation) et 1 à 0% (Infrastructure déjà construite par le FICOD donc changement de site en cours)	33,33%
<b>Total</b>	<b>32</b>	<b>36</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Source : DGESS/Ministère en charge de la santé, décembre 2021

**Tableau 9** Prévisions des DMEG par région en 2022

Régions	Prévisions 2022	
	Nombre	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	3	22 971 339
Cascades	4	30 628 453
Centre	2	15 314 226
Centre-Est	2	15 314 226
Centre-Nord	3	22 971 339
Centre-Ouest	4	30 628 453
Centre-Sud	2	15 314 226
Est	2	15 314 226
Hauts-Bassins	4	30 628 453
Nord	3	22 971 339
Plateau Central	2	15 314 226
Sahel	1	7 657 113
Sud-Ouest	2	15 314 226
<b>Total</b>	<b>34</b>	<b>260 341 847</b>

Source : DGESS/Ministère en charge de la santé, décembre 2021



# 04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2022

**Tableau 10 Réalisations physiques (nombre) de maternités par région en 2020 et 2021**

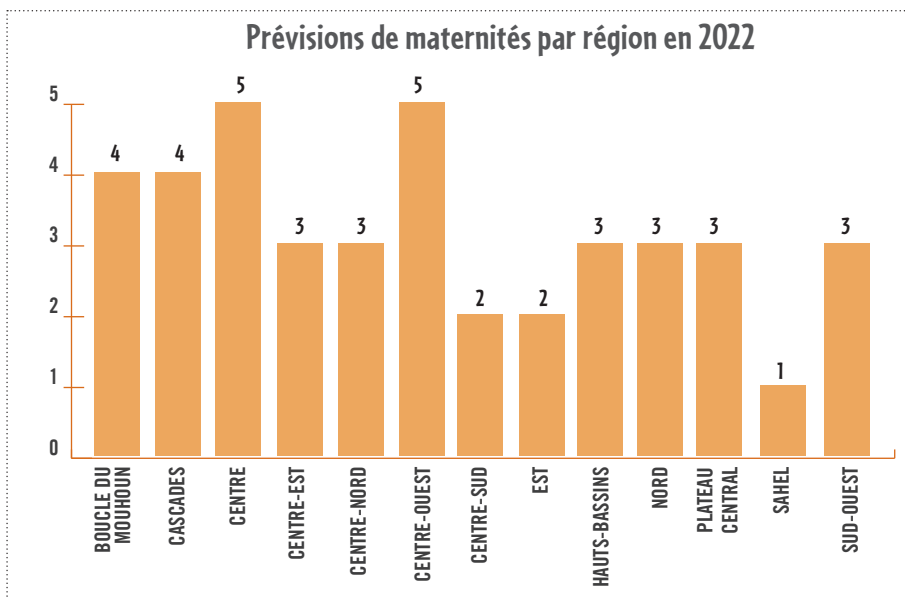
Régions	Réalisations 2020	2021		
		Prévisions	Réalisations (31 octobre)	
			Avancement des travaux	Taux
Boucle du Mouhoun	6	5	1 réalisé à 98%, 1 réalisé à 80%, 1 réalisé à 65%, 1 réalisé à 20% et 1 réalisé à 9%	54,40%
Cascades	1	5	1 réalisé à 100%, 1 réalisé à 90%, 1 réalisé à 70%, 1 réalisé à 45% et 1 réalisé à 5%	62,00%
Centre	2	5	1 réalisé à 100%, 1 réalisé à 70% et 3 à 0%	34,00%
Centre-Est	2	3	1 réalisé à 95%, 1 réalisé à 90% et 1 à 0% (processus de passation des marchés en cours)	61,67%
Centre-Nord	6	2	1 réalisé à 90% et réalisé à 50%	70%
Centre-Ouest	5	7	1 réalisé à 98%, 1 réalisé à 90%, 1 réalisé à 85%, 1 réalisé à 70%, 1 réalisé à 65, 1 réalisé à 50% et 1 réalisé à 20%	68,29%
Centre-Sud	4	1	-	90,00%
Est	3	2	-	100,00%
Hauts-Bassins	7	2	1 réalisé à 98% et 1 réalisé à 60%	79,00%
Nord	7	2	1 réalisé à 85% et 1 réalisé à 60%	72,50%
Plateau Central	5	3	1 réalisé à 65% et 2 à 0% (travaux non débutés)	21,67%
Sahel	4	0	-	-
Sud-Ouest	4	3	1 réalisé à 100%, 1 à 0% (Marché en cours de passation) et 1 à 0% (Infrastructure déjà construite par le FICOD donc changement de site en cours)	33,33%
<b>Total</b>	<b>56</b>	<b>40</b>	-	-

Source : DGESS/Ministère en charge de la santé, décembre 2021

**Tableau 11** Prévisions de maternités par région en 2022

Régions	Prévisions 2022	
	Nombre	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	4	105 319 773
Cascades	4	105 319 773
Centre	5	131 649 717
Centre-Est	3	78 989 830
Centre-Nord	3	78 989 830
Centre-Ouest	5	131 649 717
Centre-Sud	2	52 659 887
Est	2	52 659 887
Hauts-Bassins	3	78 989 830
Nord	3	78 989 830
Plateau Central	3	78 989 830
Sahel	1	26 329 943
Sud-Ouest	3	78 989 830
<b>Total</b>	<b>41</b>	<b>1 079 527 676</b>

Source : DGESS/Ministère en charge de la santé, décembre 2021



# 04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2022

**Tableau 12** Etat d'exécution financière des mesures de gratuité globale (mères et enfants)  
par région en 2020 et 2021

Régions	Réalizations 2020 (en FCFA)	2021		
		Prévisions (en FCFA)	Réalizations au 31 octobre (en FCFA)	Taux
Boucle du Mouhoun	1 852 116 900	2 369 788 154	1 687 984 120	71,23%
Cascades	1 566 209 733	2 059 973 167	1 409 044 425	68,40%
Centre	2 757 750 041	3 147 767 884	2 306 770 214	73,28%
Centre-Est	6 078 152 235	9 381 910 444	5 918 804 260	63,09%
Centre-Nord	2 595 951 040	3 681 070 938	2 605 709 154	70,79%
Centre-Ouest	2 202 168 865	2 780 557 329	1 996 200 691	71,79%
Centre-Sud	925 195 297	1 506 420 541	1 057 173 886	70,18%
Est	2 760 274 575	3 530 938 609	2 584 738 684	73,20%
Hauts-Bassins	3 979 891 536	5 027 505 088	3 489 869 063	69,42%
Nord	2 194 390 534	2 870 611 560	2 087 582 886	72,72%
Plateau Central	1 473 697 324	1 990 239 391	1 539 955 900	77,38%
Sahel	1 286 752 235	1 661 833 416	1 140 251 886	68,61%
Sud-Ouest	2 128 934 566	2 740 990 448	1 996 658 794	72,84%
<b>Total</b>	<b>31 801 484 880</b>	<b>42 749 606 971</b>	<b>29 820 743 962</b>	<b>69,76%</b>

Source : DGESS/Ministère en charge de la santé, décembre 2021

# INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2022

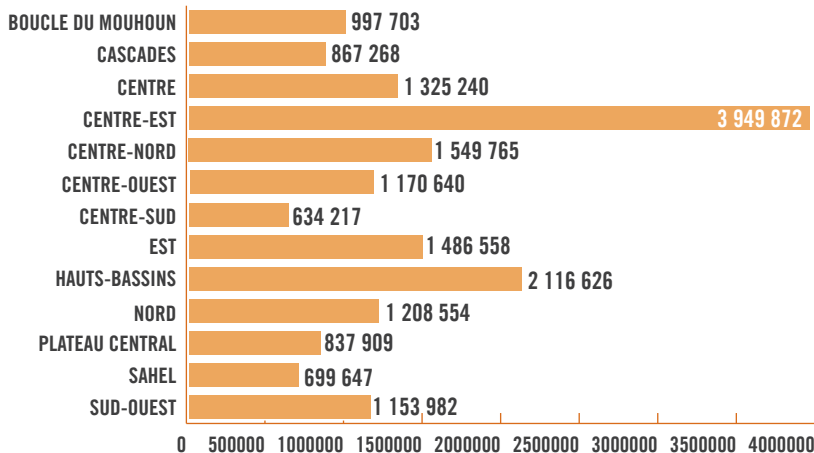
# 04

**Tableau 13** Prévisions des mesures de gratuité globale (mères et enfants) par région en 2022

Régions	Prévisions 2022	
	Nombre d'actes médicaux	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	997 703	2 567 332 252
Cascades	867 268	2 231 691 276
Centre	1 325 240	3 410 163 898
Centre-Est	3 949 872	10 163 980 784
Centre-Nord	1 549 765	3 987 922 769
Centre-Ouest	1 170 640	3 012 342 895
Centre-Sud	634 217	1 631 994 840
Est	1 486 558	3 825 275 501
Hauts-Bassins	2 116 626	5 446 594 850
Nord	1 208 554	3 109 903 992
Plateau Central	837 909	2 156 144 535
Sahel	699 647	1 800 362 837
Sud-Ouest	1 153 982	2 969 477 743
<b>Total</b>	<b>17 997 982</b>	<b>46 313 188 170</b>

Source : DGESS/Ministère en charge de la santé, décembre 2021

## Prévisions des mesures de gratuité globale (mère et enfants) par région en 2022





# EDUCATION NATIONALE ET ALPHABETISATION



# 04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2022

## INDICATEURS

**Tableau 14** Évolution de quelques indicateurs clés

N°	INDICATEURS	Réalizations		Prévisions	
		2019	2020	2021	2022
1	Taux brut de scolarisation au primaire (en%)	88,8	86,6	88,8	90,5
2	Ratio élève/classe au primaire	49,1	49,6	49,0	49,1
3	Nombre de salles de classe sous paillote au primaire résorbées	750	405	150	168
4	Taux brut de scolarisation au post-primaire (en%)	50,5	49,3	50,1	56,9

Source : DGESS/MENAPLN, décembre 2021

## Réalizations 2020 et 2021 (au 31 octobre) et prévisions 2022

**Tableau 15** Bénéficiaires des fournitures scolaires par région en 2020 et 2021

Régions	Réalizations 2020	2021	
		Prévisions	Réalizations (au 31 octobre)
Boucle du Mouhoun	337 712	279 052	279 052
Cascades	134 077	110 704	110 704
Centre	466 627	381 749	381 749
Centre-Est	295 468	244 249	244 249
Centre-Nord	290 700	239 723	239 723
Centre-Ouest	345 906	285 050	285 050
Centre-Sud	170 574	140 941	140 941
Est	236 319	195 455	195 455
Hauts-Bassins	397 807	326 745	326 745
Nord	371 649	306 515	306 515
Plateau Central	197 235	162 866	162 866
Sahel	147 141	121 890	121 890
Sud-Ouest	138 477	114 773	114 773
<b>Total</b>	<b>3 529 692</b>	<b>2 909 712</b>	<b>2 909 712</b>

Source : DGESS/MENAPLN, décembre 2021

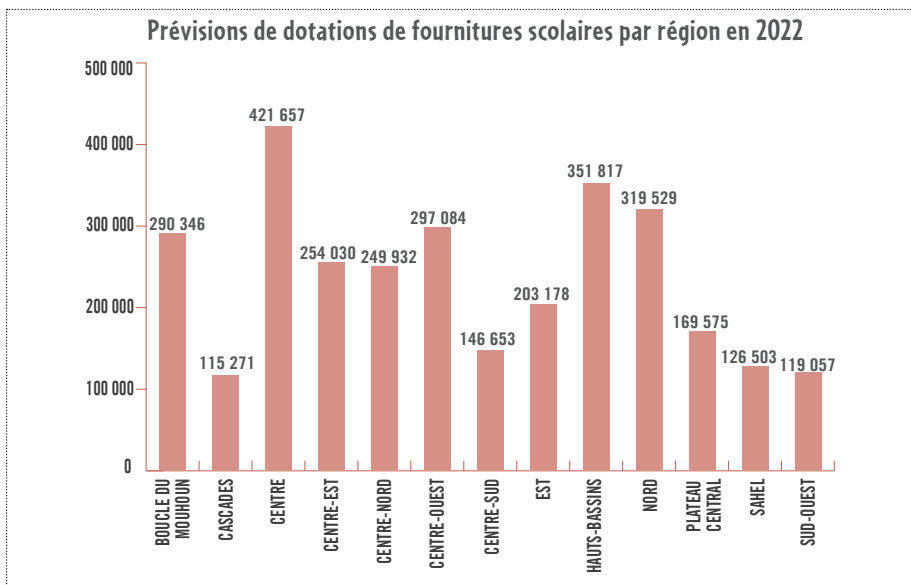
# INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2022

# 04

**Tableau 16** Prévisions de dotations de fournitures scolaires par région en 2022

Régions	Prévisions 2022	
	Bénéficiaires (élèves)	Coût (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	290 346	640 929 350
Cascades	115 271	254 457 775
Centre	421 657	930 794 952
Centre-Est	254 030	560 764 617
Centre-Nord	249 932	551 717 520
Centre-Ouest	297 084	655 804 169
Centre-Sud	146 653	323 731 731
Est	203 178	448 508 560
Hauts-Bassins	351 817	776 625 211
Nord	319 529	705 350 403
Plateau Central	169 575	374 332 253
Sahel	126 503	279 252 084
Sud-Ouest	119 057	262 814 375
<b>Total</b>	<b>3 064 632</b>	<b>6 765 083 000</b>

Source : DGESS/MENAPLN, décembre 2021



# 04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2022

**Tableau 17** Bénéficiaires des vivres (cantines scolaires) par région en 2020 et 2021

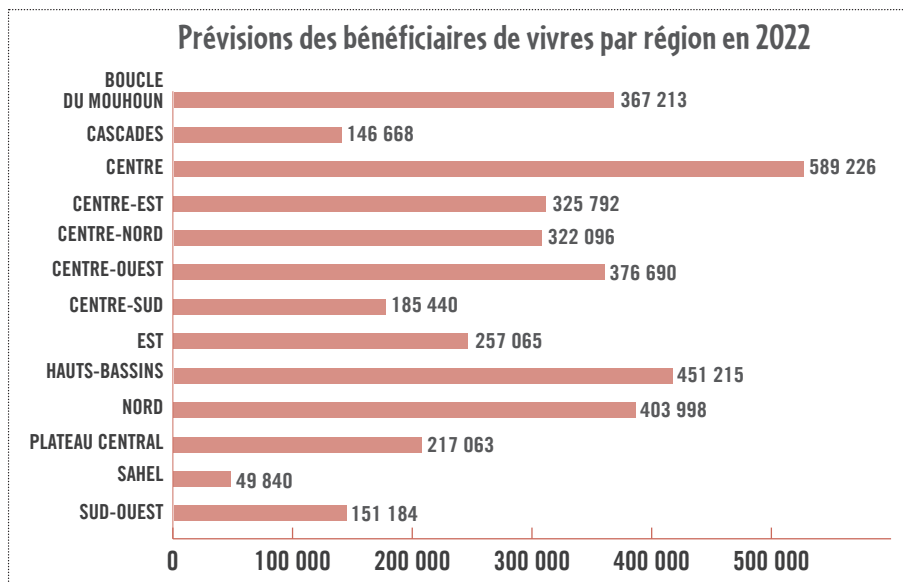
Régions	Réalizations 2020	2021	
		Prévisions	Réalizations au 31 octobre
Boucle du Mouhoun	331 204	350 941	350 941
Cascades	128 929	140 105	140 105
Centre	508 202	524 788	524 788
Centre-Est	285 907	311 027	311 027
Centre-Nord	154 765	307 388	307 388
Centre-Ouest	331 372	360 303	360 303
Centre-Sud	163 226	177 221	177 221
Est	226 242	245 665	245 665
Hauts-Bassins	395 990	416 627	416 627
Nord	355 622	386 087	386 087
Plateau Central	190 569	207 257	207 257
Sahel	355 622	47 645	47 645
Sud-Ouest	132 941	144 438	144 438
<b>Total</b>	<b>3 560 591</b>	<b>3 619 492</b>	<b>3 619 492</b>

Source : DGESS/MENAPLN, décembre 2021

**Tableau 18** Prévisions de dotations de vivres (cantines scolaires) par région en 2022

Régions	Prévisions 2022	
	Bénéficiaires (élèves)	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	367 213	1 804 100 905
Cascades	146 668	720 573 268
Centre	589 226	2 894 840 760
Centre-Est	325 792	1 600 601 400
Centre-Nord	322 096	1 582 443 119
Centre-Ouest	376 690	1 850 660 978
Centre-Sud	185 440	911 058 355
Est	257 065	1 262 948 749
Hauts-Bassins	451 215	2 216 798 942
Nord	403 998	1 984 823 951
Plateau Central	217 063	1 066 420 728
Sahel	49 840	244 861 672
Sud-Ouest	151 184	742 760 172
<b>Total</b>	<b>3 843 490</b>	<b>18 882 892 999</b>

Source : DGESS/MENAPLN, décembre 2021



# 04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2022

**Tableau 19** Réalisations physiques (nombre) de Collèges d'Enseignement Général (CEG) par région en 2020 et 2021

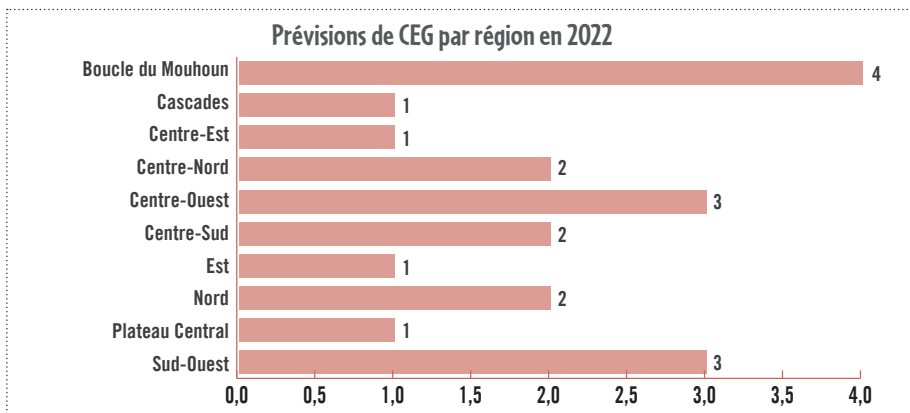
Régions	Réalisations 2020	2021		
		Prévisions	Réalisations (31 octobre)	
			Avancement des travaux	Taux
Boucle du Mouhoun	9	5	Contrats approuvés	35%
Cascades	2	2	Construction en cours	55%
Centre	5	12	Négociation des contrats	25%
Centre-Est	8	4	Contrats approuvés	35%
Centre-Nord	2	3	1 achevé et 2 non démarrés	55%
Centre-Ouest	3	3	Contrats approuvés	30%
Centre-Sud	8	9	8 non démarrés, 1 chaînage	37%
Est	11	3	Contrats approuvés	35%
Hauts-Bassins	11	2	Contrats approuvés	35%
Nord	16	11	2 achevés, 9 contrats approuvés	46%
Plateau Central	12	4	Contrats approuvés	35%
Sahel	1	2	Travaux non démarrés	25%
Sud-Ouest	8	5	3 contrats approuvés, 1 pente, 1 chaînage	43%
<b>Total</b>	<b>96</b>	<b>65</b>	-	<b>38%</b>

Source : DGESS/MENAPLN, décembre 2021

**Tableau 20** Prévisions de CEG par région en 2022

Régions	Prévisions 2022	
	Nombre	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	4	340 000 000
Cascades	1	85 000 000
Centre-Est	1	85 000 000
Centre-Nord	2	170 000 000
Centre-Ouest	3	255 000 000
Centre-Sud	2	170 000 000
Est	1	85 000 000
Nord	2	170 000 000
Plateau Central	1	85 000 000
Sud-Ouest	3	255 000 000
<b>Total</b>	<b>20</b>	<b>1 700 000 000</b>

Source : DGESS/MENAPLN, décembre 2021



**Tableau 21** Réalisations physiques (nombre) de blocs de 3 salles de classe par région en 2020 et 2021

Régions	Réalisations 2020	2021		
		Prévisions	Réalizations (31 octobre)	
			Avancement des travaux	Taux
Boucle du Mouhoun	29	7	1 achevé, 6 non démarrés	44%
Cascades	1	1	Contrat approuvé	35%
Centre	2	6	1 fondation, 5 non démarrés	19%
Centre-Est	28	2	1 fondation, 1 contrat approuvé	45%
Centre-Nord	3	8	1 chaînage, 2 non démarrés, 5 contrats approuvés	40%
Centre-Ouest	1	5	Contrats approuvés	35%
Centre-Sud	4	4	2 fondations, 2 chaînages	55%
Est	44	9	1 toiture, 2 finitions, 1 non démarré, 3 achevés, 2 non démarrés	53%
Hauts-Bassins	9	8	1 fondation, 1 contrat approuvé, 6 non démarrés,	38%
Nord	13	16	3 achevés, 3 fondations, 4 non démarrés, 2 chaînages, 3 pentes, 1 contrat approuvé	53%
Plateau Central	6	4	Travaux non démarrés	20%
Sahel	8	4	1 achevé, 3 non démarrés	39%
Sud-Ouest	12	7	2 fondations, 1 chaînage, 4 non démarrés	35%
<b>Total</b>	<b>160</b>	<b>81</b>	-	<b>39%</b>

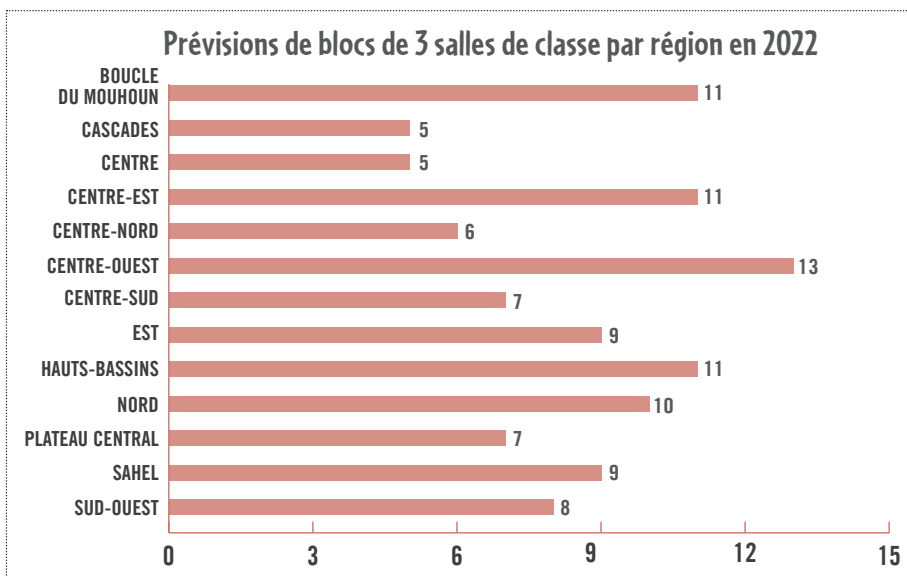
Source : DGESS/MENAPLN, décembre 2021

# 04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2022

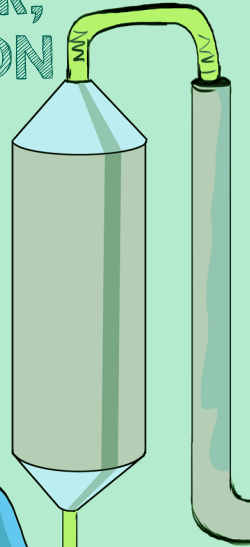
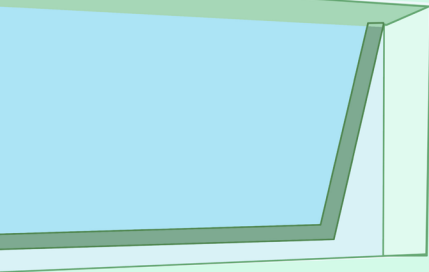
**Tableau 22** Prévisions de blocs de 3 salles de classe par région en 2022

Régions	Prévisions 2022	
	Nombre	Coût (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	11	455 000 000
Cascades	5	250 000 000
Centre	5	231 000 000
Centre-Est	11	507 000 000
Centre-Nord	6	105 000 000
Centre-Ouest	13	569 000 000
Centre-Sud	7	305 000 000
Est	9	390 000 000
Hauts-Bassins	11	502 000 000
Nord	10	485 000 000
Plateau Central	7	314 000 000
Sahel	9	415 000 000
Sud-Ouest	8	385 000 000
<b>Total</b>	<b>112</b>	<b>4 913 000 000</b>

Source : DGESS/MENAPLN, décembre 2021



# ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE ET INNOVATION



# 04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2022

## INDICATEURS

**Tableau 23** Évolution de quelques indicateurs clés

N°	INDICATEURS	Réalizations		Prévisions	
		2019	2020	2021	2022
1	Ratio étudiants/enseignant	79	89	96	102
2	Nombre de diplômés du supérieur	15 615	19 334	24 087	30 178
3	Proportion des étudiants bénéficiaires de bourses (en %)	5,60	5,92	5,93	5,88
4	Proportion d'étudiants bénéficiaires des allocations d'aides ou de prêts (en %)	85,05	74,32	70,76	72,36

Source : DGESS/MESRI, décembre 2021

## Réalizations 2021 (au 31 octobre) et prévisions 2022

**Tableau 24** Réalisations physiques (nombre) des infrastructures universitaires en 2021

RÉGIONS	Infrastructures	Prévisions 2021	Réalizations au 31 octobre 2021	
			Avancement des travaux	Taux
Centre	Poursuite des travaux de construction du siège de l'université virtuelle	1	Travaux de finition des gros œuvres en cours	95%
	Poursuite des travaux de construction des corps d'état secondaires de l'espace numérique ouvert à Ouagadougou	1	Réalisation des cloisons au R+5 en cours	25%
	Achèvement des travaux de construction d'un bâtiment pédagogique en R+2 contenant 3 amphis de 500 places chacun à l'IDS Ouaga	1	Convention signée mais travaux non encore démarrés	100%
	Achèvement de la construction d'un amphithéâtre jumelé de 750 places à l'Université Thomas SANKARA (Ouaga II)	1	Les gros œuvres et l'équipement du bâtiment R+2 comprenant 03 amphithéâtres de 500 places chacun, 12 bureaux et une bibliothèque de 150 places sont achevés	100%
	Poursuite des travaux de construction des deux amphis de 1500 et 1000 places à l'Université Thomas SANKARA (Ouaga II)	1	L'installation de l'électricité est en cours soit 60%	73%
	Achèvement de la voirie interne de l'UO2 (Université Thomas SANKARA)	1	Gros œuvres achevés	100%

# INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2022

# 04

RÉGIONS	Infrastructures	Prévisions 2021	Réalizations au 31 octobre 2021	
			Avancement des travaux	Taux
<b>Centre-Est</b>	Construction et équipement d'un bâtiment pédagogique en R+2 au CU de Tenkodogo	1	Les travaux de construction du bâtiment pédagogique du CU de Tenkodogo sont au stade arrêté pour incompréhension sur le contrat initial. Le niveau de réalisation est toujours à 58%.	58%
<b>Centre-Ouest</b>	Achèvement de l'amphi de 750 places à l'UNZ	1	Gros œuvres de l'amphi de 750 places achevés Le processus d'équipement est en cours	100%
	Construction de deux amphis de 500 et 300 places à l'UNZ	2	Les travaux de construction des gros œuvres sont toujours en cours.	78%
	Poursuite des travaux de construction de l'espace numérique ouvert à Koudougou	1	Gros œuvres achevés	100%
	Construction de 05 guérites	5	Les 04 guérites sont achevées et sont fonctionnelles	100%
	Poursuite de la construction de l'UFR/ST et de l'amphithéâtre à l'UNZ	2	Travaux suspendus par la justice	55%
	Poursuite de la construction de la cité universitaire, du restaurant, du foyer et du centre multimédia à l'UNZ	4	Travaux suspendus par la justice	40%
<b>Hauts-Bassins</b>	Poursuite des travaux de construction d'un bâtiment R+ 2 à usage de salle de cours et de TD à l'UNB	1	Travaux du R+1 achevés et le chantier est arrêté. L'équipement du RDC et du R+1 est en cours.	100%
	Poursuite des travaux de construction et d'équipement de l'espace numérique ouvert de Bobo Dioulasso	1	Gros œuvres achevés	100%
<b>Nord</b>	Poursuite des travaux de construction d'un bâtiment administratif au CUP de Ouahigouya	1	Bâtiment achevé	100%
	Bornage du site de 200 Ha de Ouahigouya	1	Travaux en cours	50%
<b>Sud-Ouest</b>	Construction d'un bâtiment pédagogique en R+2	1	Les travaux de construction du bâtiment pédagogique du CU de Gaoua sont suspendus et en voie de résiliation pour cause de conflit entre l'entreprise, le suivi-contrôle et le MOD. Le niveau de réalisation est toujours à 24%.	24%
<b>TOTAL</b>		<b>27</b>		<b>78%</b>

Source : DGESS/MESRI, décembre 2021

# 04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2022

**Tableau 25** Prévisions d'infrastructures universitaires en 2022

RÉGIONS	Infrastructures	Commune	N	Coût (en FCFA)
<b>Cascades</b>	Construction d'un bâtiment pédagogique R+2 au CU de Banfora	Banfora	1	707 400 000
<b>Centre</b>	Construction d'un bâtiment pédagogique R+2 à l'Ecole polytechnique de Ouaga (EPO)	Ouagadougou	1	500 000 000
	Construction d'un laboratoire au profit de l'EPO		1	285 000 000
	Poursuite de la construction du siège de l'Université virtuelle		1	1 513 959 000
	Réalisation des corps d'états secondaires de l'Espace numérique ouvert (ENO) de Ouaga		1	1 500 000 000
	Réalisation de la clôture de l'IDS annexe de Ouagadougou		1	225 000 000
	Achèvement et équipement de l'amphi jumelé de 1500 et 1000 places à l'UTS		2	500 000 000
	Construction d'un bâtiment administratif à usage de bureau R+1 à la station de l'INERA Kamboinsin		1	154 142 000
	Achèvement du bâtiment en R+3 pour le siège de la DGESS		1	322 000 000
<b>Centre-Nord</b>	Construction d'un bâtiment pédagogique R+2 au CUP de Kaya	Kaya	1	610 000 000
<b>Centre-Ouest</b>	Achèvement de la construction des amphis de 500, 300 places à l'UNZ	Koudougou	2	340 000 000
	Achèvement de la construction de la cité universitaire de 1500 lits à l'UNZ		1	2 781 000 000
	Achèvement de la construction de l'UFR/ST et de l'amphithéâtre à l'UNZ		2	2 408 000 000
	Construction d'un bâtiment administratif à usage de bureau R+1 à la station de l'INERA Saria		1	191 714 000
<b>Est</b>	Démarrage de la construction d'une cité universitaire de 1000 lits à l'université de Fada	Fada	1	1 494 000 000
<b>Hauts-Bassins</b>	Réhabilitation du bâtiment pédagogique et 02 salles de cours UFR/ST à l'UNB	Bobo Dioulasso	3	140 000 000
	Aménagement (viabilisation) d'une plateforme de 9.5 ha à l'UNB		1	50 000 000
	Equipped des salles de cours, de TP et TD en tables et chaises		1	100 000 000

# INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2022

# 04

RÉGIONS	Infrastructures	Commune	N	Coût (en FCFA)
Sahel	Démarrage de la construction d'une UFR/ST au centre universitaire de Dori	Dori	1	1 050 000 000
	Démarrage de la construction d'une cité universitaire de 1000 lits au centre universitaire de Dori		1	1 494 000 000
Sud-Ouest	Construction d'un bâtiment pédagogique R+2 au CUP de Gaoua	Gaoua	1	529 041 000
<b>TOTAL</b>			<b>26</b>	<b>16 895 256 000</b>

Source : DGESS/MESRI, décembre 2021

**Tableau 26** Attributions des bourses nationales et internationales par zone en 2021

ZONES	RUBRIQUES	BÉNÉFICIAIRES		COÛT (en FCFA)
		Prévisions 2021	Réalisations au 31 octobre 2021	
BURKINA FASO	Nouvelles bourses attribuées	2 051	1 779	711 600 000
	Bourses renouvelées	6 700	5 856	2 342 400 000
	<b>Sous-total 1</b>	<b>8 751</b>	<b>7 635</b>	<b>3 054 000 000</b>
AFRIQUE	Nouvelles bourses attribuées	186	176	96 800 000
	Bourses renouvelées	400	395	217 250 000
	<b>Sous-total 2</b>	<b>586</b>	<b>571</b>	<b>314 050 000</b>
HORS AFRIQUE	Nouvelles bourses attribuées	63	63	214 300 800
	Bourses renouvelées	300	160	544 256 000
	<b>Sous-total 3</b>	<b>363</b>	<b>223</b>	<b>758 556 800</b>
<b>TOTAL</b>		<b>9 700</b>	<b>8 429</b>	<b>4 126 606 800</b>
<b>AUTRES ALLOCATIONS</b> (aide au logement, frais de transport, frais médicaux, frais de formation etc.).				<b>2 165 038 400</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>				<b>6 291 645 200</b>

Source : DGESS/MESRI, décembre 2021

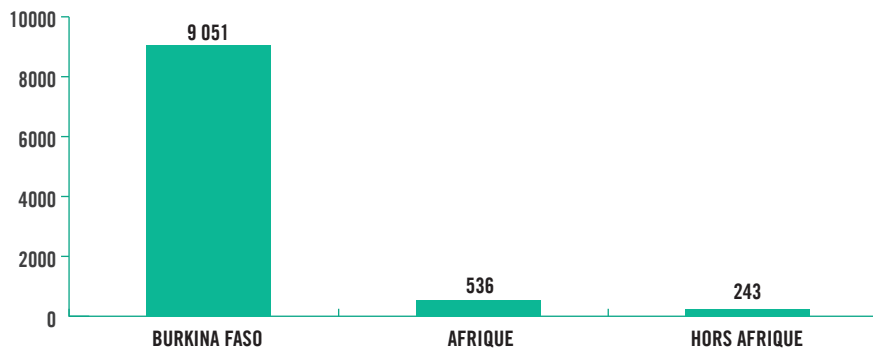
# 04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2022

**Tableau 27** Prévisions d'attributions de bourses nationales et internationales par zone en 2022

ZONES	RUBRIQUES	EFFECTIF	MONTANT (en FCFA)
BURKINA FASO	Nouvelles attributions	2 051	1 025 500 000
	Bourses à renouveler	7 000	3 500 000 000
	<b>Sous-total 1</b>	<b>9 051</b>	<b>4 525 500 000</b>
AFRIQUE	Nouvelles attributions	186	130 200 000
	Bourses à renouveler	350	245 000 000
	<b>Sous-total 2</b>	<b>536</b>	<b>375 200 000</b>
HORS AFRIQUE	Nouvelles attributions	63	282 794 400
	Bourses à renouveler	180	807 984 000
	<b>Sous-total 3</b>	<b>243</b>	<b>1 090 778 400</b>
<b>TOTAL</b>		<b>9 830</b>	<b>5 991 478 400</b>
AUTRES ALLOCATIONS ( <i>aide au logement, frais de transport, frais médicaux, frais de formation, etc.</i> )			2 358 521 600
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>8 350 000 000</b>

Source : DGESS/MESRI, décembre 2021

**Prévisions des effectifs boursiers par zone en 2022**



**Tableau 28** Attributions des aides et prêts aux étudiants en 2021

Nature de l'allocation	Effectifs		Coût (en FCFA)
	Prévisions 2021	Réalisations au 31 octobre 2021	
Aides aux étudiants	96 043	79 256	13 869 800 000
Prêts d'étude aux étudiants	15 000	10 772	2 423 700 000
Prêts de laboratoire aux étudiants en cycle de master-doctorat	800	660	305 000 000
<b>Total</b>	<b>111 843</b>	<b>90 028</b>	<b>16 598 500 000</b>

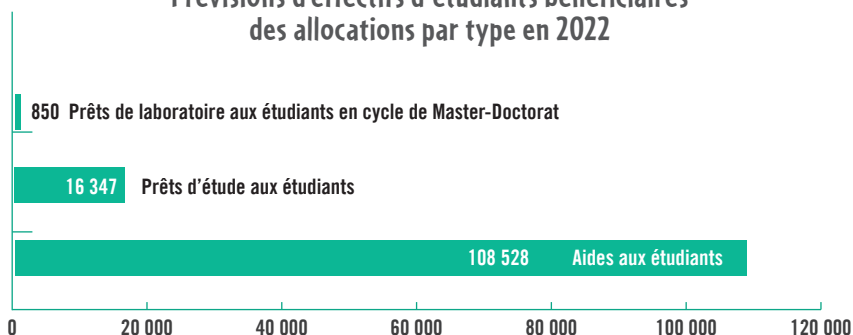
Source : DGESS/MESRI, décembre 2021

**Tableau 29** Prévisions d'attributions des aides et prêts aux étudiants en 2022

NATURE DE L'ALLOCATION	Bénéficiaires	Coût unitaire (en FCFA)	Coût total (en FCFA)
Aides aux étudiants	108 528	175 000	18 992 400 000
Prêts d'étude aux étudiants	16 347	225 000	3 678 075 000
Prêts de laboratoire aux étudiants en cycle de master-doctorat	850	400 000	340 000 000
<b>TOTAL</b>	<b>125 725</b>	<b>-</b>	<b>23 010 475 000</b>

Source : DGESS/MESRI, décembre 2021

## Prévisions d'effectifs d'étudiants bénéficiaires des allocations par type en 2022





# EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT



# 04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2022

**Tableau 30** Évolution de quelques indicateurs clés

N°	INDICATEURS	Réalizations		Prévisions	
		2019	2020	2021	2022
1	Nombre cumulé de nouveaux barrages réalisés	11	17	24	27
2	Nombre cumulé de nouveaux barrages réhabilités	26	27	38	44
3	Taux d'accès à l'eau potable en milieu rural (en %)	68,4	69,5	70,4	71,4
4	Taux d'accès national à l'eau potable (en %)	75,4	76,4	76,6	78,2
5	Taux d'accès national à l'assainissement (en %)	23,6	25,3	26,3	27,8
6	Taux d'accès à l'assainissement familial en milieu rural (en %)	17,6	19,9	21,4	22,9

Source : DGESS/MEA, décembre 2021

## Réalizations 2020 et 2021 (au 31 octobre) et prévisions 2022

**Tableau 31** Réalisations physiques et réhabilitations de forages/pompes à motricité humaine (PMH) par région en 2020 et 2021

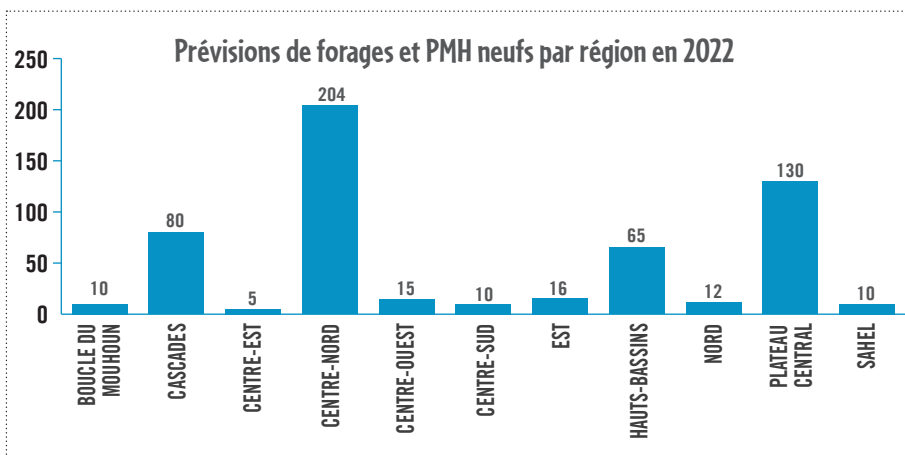
Régions	Forages/PMH neufs				Forages/PMH réhabilités			
	Réalizations 2020 (nombre)	2021			Réalizations 2020 (nombre)	2021		
		Prévisions (nombre)	Réalizations (31 octobre)			Prévisions (nombre)	Réalizations (31 octobre)	
			N	Taux			N	Taux
Boucle du Mouhoun	321	245	192	78,37%	65	168	40	23,81%
Cascades	175	271	111	40,96%	50	51	12	23,53%
Centre	72	37	19	51,35%	64	0	1	
Centre-Est	338	141	35	24,82%	27	10	2	20,00%
Centre-Nord	289	124	61	49,19%	189	51	11	21,57%
Centre-Ouest	269	58	25	43,10%	71	7	0	0,00%
Centre-Sud	188	75	30	0,00%	37	35	7	20,00%
Est	301	248	62	25,00%	50	100	23	23,00%
Hauts-Bassins	283	299	59	19,73%	65	48	9	18,75%
Nord	156	89	39	43,82%	109	110	73	66,36%
Plateau Central	201	63	18	0,00%	60	35	0	0,00%
Sahel	66	84	16	19,05%	121	149	41	27,52%
Sud-Ouest	287	195	73	37,44%	26	126	16	12,70%
<b>Total</b>	<b>2 946</b>	<b>1 929</b>	<b>740</b>	<b>38,36%</b>	<b>934</b>	<b>890</b>	<b>235</b>	<b>26,40%</b>

Source : DGESS/MEA, décembre 2021

**Tableau 32** Prévisions de forages/PMH neufs par région en 2022

Régions	Forages neufs équipés de PMH	
	Nombre	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	10	12 720 000
Cascades	80	
Centre-Est	5	
Centre-Nord	204	
Centre-Ouest	15	
Centre-Sud	10	
Est	16	
Hauts-Bassins	65	
Nord	12	
Plateau Central	130	
Sahel	10	
Sud-Ouest	5	
<b>Total</b>	<b>562</b>	

Source : DGESS/MEA, décembre 2021



# 04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2022

**Tableau 33** Prévisions des forages et PMH à réhabiliter par région en 2022

Régions	Prévisions 2022	
	Nombre	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	3	1 740 000 000
Cascades	10	
Centre-Ouest	25	
Hauts-Bassins	30	
Nord	50	
Plateau Central	140	
Sahel	10	
Sud-Ouest	3	
<b>Total</b>	<b>271</b>	

**Prévisions de forages et PMH à réhabiliter par région en 2022**

Région	Nombre
Boucle du Mouhoun	3
Cascades	10
Centre-Ouest	25
Hauts bassins	30
Nord	50
Plateau Central	140
Sahel	10
Sud-ouest	3

Source : DGESS/MEA, décembre 2021

**Tableau 34** Réalisations et réhabilitations des Adductions d'eau potable simplifiées/ Postes d'eau autonomes (AEPS/PEA) par région en 2021

Régions	AEPS/PEA neufs				AEPS/PEA réhabilités			
	Réalizations 2020 (nombre)	2021			Réalizations 2020	2021		
		Prévisions (nombre)	Réalizations (31 octobre)			Prévisions (nombre)	Réalizations (31 octobre)	
			Nombre	Taux			Nombre	Taux
Boucle du Mouhoun	30	38	11	28,95%	2	3	1	33,33%
Cascades	4	23	8	34,78%	2	2	0	0,00%
Centre	36	17	17	100,00%	1	11	0	0,00%
Centre-Est	12	17	23	135,29%	0	0	0	-
Centre-Nord	57	15	1	6,67%	1	1	1	100,00%

# INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2022

# 04

Régions	AEPS/PEA neufs				AEPS/PEA réhabilités			
	Réalizations 2020 (nombre)	2021			Réalisa- tions 2020	2021		
		Prévisions (nombre)	Réalizations (31 octobre)			Prévisions (nombre)	Réalizations (31 octobre)	
			Nombre	Taux			Nombre	Taux
Centre-Ouest	15	7	2	28,57%	1	2	0	0,00%
Centre-Sud	24	10	2	20,00%	0	0	0	-
Est	26	37	2	5,41%	2	2	0	0,00%
Hauts-Bassins	33	9	23	255,56%	2	1	2	200,00%
Nord	24	15	32	213,33%	2	3	0	0,00%
Plateau Central	18	1	0	0,00%	2	0	0	-
Sahel	20	15	0	0,00%	3	0	0	-
Sud-Ouest	25	13	2	15,38%	0	0	0	-
<b>Total</b>	<b>324</b>	<b>217</b>	<b>123</b>	<b>56,68%</b>	<b>18</b>	<b>25</b>	<b>4</b>	<b>16,00%</b>

Source : DGESS/MEA, décembre 2021

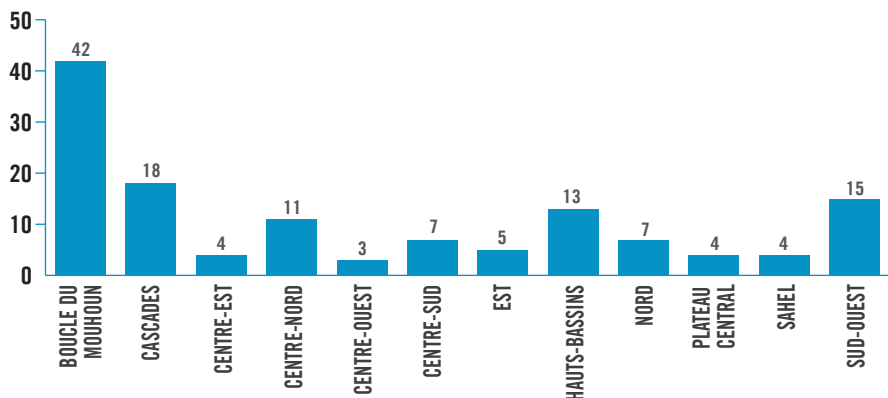
### Tableau 35 Prévisions d'AEPS/PEA neufs par région en 2022

Régions	Prévisions 2022	
	Nombre	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	42	11 200 000 000
Cascades	18	
Centre-Est	4	
Centre-Nord	11	
Centre-Ouest	3	
Centre-Sud	7	
Est	5	
Hauts-Bassins	13	
Nord	7	
Plateau Central	4	
Sahel	4	
Sud-Ouest	15	
<b>Total</b>	<b>133</b>	

Source : DGESS/MEA, décembre 2021

# 04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2022

## Prévisions d'AEPS/PEA neufs par région en 2022

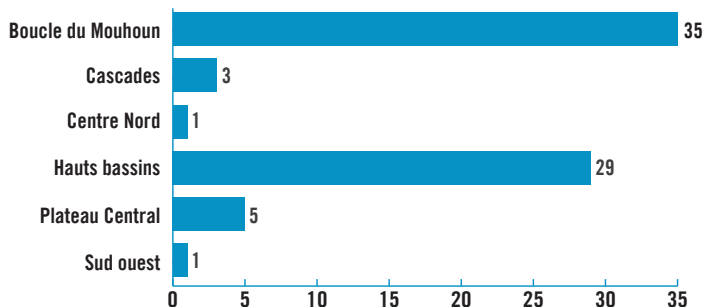


## Tableau 36 Prévisions d'AEPS/PEA à réhabiliter par région en 2022

Régions	Prévisions 2022	
	Nombre	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	35	1 000 000 000
Cascades	3	
Centre-Nord	1	
Hauts-Bassins	29	
Plateau Central	5	
Sud-Ouest	1	
<b>Total</b>	<b>74</b>	

Source : DGESS/MEA, décembre 2021

## Prévisions d'AEPS/PEA à réhabiliter par région en 2022



**Tableau 37** Réalisations physiques (nombre) des latrines en matière d'assainissement par région en 2020 et 2021

Régions	Latrines familiales				Latrines institutionnelles (centres de santé, écoles) et publiques			
	Réalisa- tions 2020	2021			Réalisa- tions 2020	2021		
		Prévisions	Réalisations (31 octobre)			Prévi- sions	Réalisations (31 octobre)	
			Nombre	Taux			Nombre	Taux
Boucle du Mouhoun	6 553	7 395	2 995	40,50%	166	38	33	86,84%
Cascades	3 775	2 913	260	8,93%	27	80	2	2,50%
Centre	1 307	1 581	1 158	73,24%	53	46	4	8,70%
Centre-Est	1 454	2 836	351	12,38%	68	32	22	68,75%
Centre-Nord	5 390	4 496	195	4,34%	168	377	73	19,36%
Centre-Ouest	1 756	3 107	1 024	32,96%	235	27	7	25,93%
Centre-Sud	9 782	4 000	4 238	105,95%	82	59	0	0,00%
Est	736	2 831	1 706	60,26%	60	70	76	108,57%
Hauts-Bassins	4 552	763	702	92,01%	158	35	6	17,14%
Nord	2 577	1 962	999	50,92%	110	45	71	157,78%
Plateau Central	506	2 186	241	11,02%	129	48	0	0,00%
Sahel	688	2 368	691	29,18%	62	53	16	30,19%
Sud-Ouest	425	2 505	1 075	42,91%	94	39	19	48,72%
<b>Total</b>	<b>39 501</b>	<b>38 943</b>	<b>15 635</b>	<b>40,15%</b>	<b>1 412</b>	<b>949</b>	<b>329</b>	<b>34,67%</b>

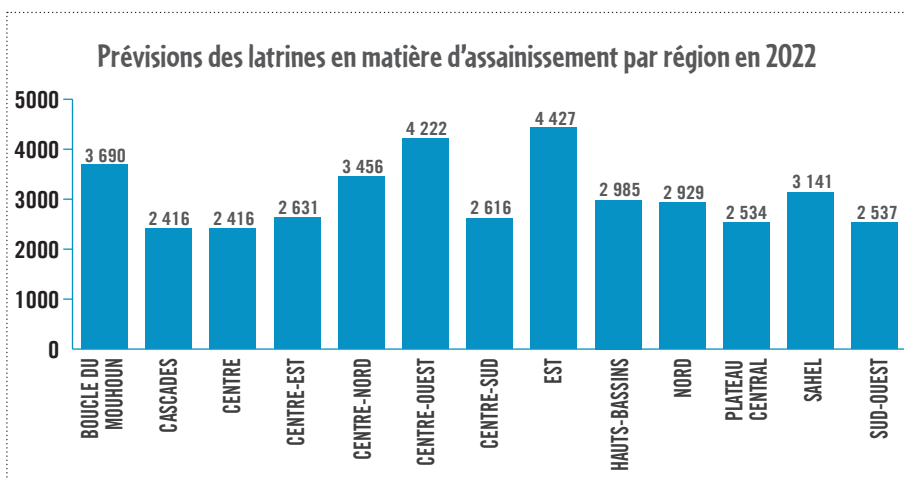
Source : DGESS/MEA, décembre 2021

# 04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2022

**Tableau 38** Prévisions des latrines en matière d'assainissement par région en 2022

Régions	Prévisions 2022	
	Nombre	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	3 690	366 600 000
Cascades	2 416	240 000 000
Centre	2 416	240 000 000
Centre-Est	2 631	261 500 000
Centre-Nord	3 456	343 500 000
Centre-Ouest	4 222	419 580 000
Centre-Sud	2 616	260 000 000
Est	4 427	440 000 000
Hauts-Bassins	2 985	296 700 000
Nord	2 929	291 100 000
Plateau Central	2 534	251 710 000
Sahel	3 141	312 200 000
Sud-Ouest	2 537	252 110 000
<b>Total</b>	<b>40 000</b>	<b>3 975 000 000</b>

Source : DGESS/MEA, décembre 2021



**Tableau 39** Réalisations et réhabilitations physiques (nombre) de barrages par région en 2020 et 2021

Régions	Barrages neufs				Barrages réhabilités			
	Réalisations 2020	Prévisions	2021		Réalisations 2020	Prévisions	2021	
			Réalizations (31 octobre)				Réalizations (31 octobre)	
			Avancement des travaux	Taux			Avancement des travaux	Taux
Boucle du Mouhoun	0	1	-	62,26%	-	-	-	-
Cascades	-	-	-	-	-	1	-	1,00%
Centre	1	-	-	-	1	-	-	-
	1	-	-	-	0	1	-	81,33%
	1	-	-	-	0	-	-	-
Centre-Est	-	-	-	-	0	2	1 réalisé à 87% et 1 à 53%	70,00%
Centre-Ouest	1	-	-	-	0	2	1 réalisé à 100% et 1 à 97%	98,50%
Centre-Sud	3	-	-	-	-	-	-	-
Est	1	1	-	53,00%	-	-	-	-
Hauts-Bassins	-	-	-	-	-	1	-	80,00%
Nord	-	-	-	-	-	1	-	70,20%
Plateau Central	1	5	2 réalisés à 100%, 1 à 99%, 1 à 85% et 1 à 37%	84,20%	0	2	1 réalisé à 95% et 1 à 31,5%	63,25%
Sud-Ouest	-	-	-	-	-	1	-	86,61%
<b>Total</b>	<b>9</b>	<b>7</b>	<b>-</b>	<b>66,49%</b>	<b>1</b>	<b>11</b>	<b>-</b>	<b>68,86%</b>

Source : DGESS/MEA, décembre 2021

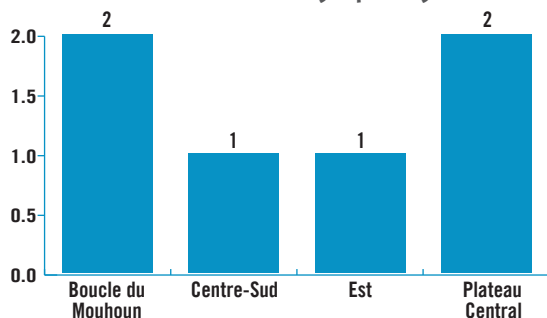
# 04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2022

**Tableau 40** Prévisions de barrages par région en 2022

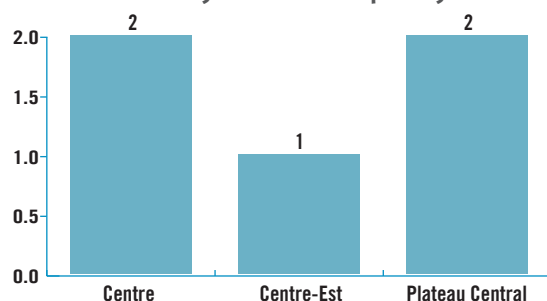
Régions	Prévisions 2022			
	Nouveaux barrages		Barrages à réhabiliter	
	Nombre	Coût total (en FCFA)	Nombre	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	2	1 887 615 785	0	-
Centre	0	-	2	4 785 678 144
Centre-Est	0	-	1	383 071 459
Centre-Sud	1	1 462 924 953	0	-
Est	1	834 593 316	0	-
Plateau Central	2	3 790 082 590	2	3 659 104 632
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>7 975 216 644</b>	<b>5</b>	<b>8 827 854 235</b>

Source : DGESS/MEA, décembre 2021

## Prévisions de nouveaux barrages par région en 2022



## Prévisions de barrages à réhabiliter par région en 2022



# AGRICULTURE, AMENAGEMENTS HYDRO AGRICOLES ET RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES



# 04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2022

## INDICATEURS

**Tableau 41** Evolution de quelques indicateurs clés

N°	INDICATEURS	Réalizations		Prévisions	
		2019	2020	2021	2022
1	Taux de couverture des besoins alimentaires des zones structurellement déficitaires (en %)	51,00	59,12	90,00	90,00
2	Proportion des ménages vulnérables touchés par les interventions d'appui à la production (en %)	100,00	100,00	80,00	85,00
3	Nombre d'équipements d'irrigation mis à la disposition des producteurs	19 856	8 453	19 852	6 000
4	Taux d'accès aux crédits agricoles (en %)	8,90	5,50	5,60	5,70

Source : DGESS/MAAHM, décembre 2021

## Réalizations 2020 et 2021 (au 31 octobre) et prévisions 2022

**Tableau 42** Répartition des semences par région en 2020 et 2021 (en tonne)

Régions	Réalizations 2020	2021	
		Prévisions	Réalizations (31 octobre)
Boucle du Mouhoun	1 853,49	1 839,81	520,08
Cascades	1 229,00	512,13	2,35
Centre	617,45	40,91	34,43
Centre-Est	1 133,15	715,30	422,96
Centre-Nord	431,60	254,62	186,72
Centre-Ouest	1 179,23	474,10	494,62
Centre-Sud	861,41	465,40	404,13
Est	766,27	854,22	84,35
Hauts-Bassins	2 338,83	1 388,34	328,30
Nord	623,30	168,31	43,53
Plateau Central	579,47	204,20	81,01
Sahel	193,36	155,10	2,35
Sud-Ouest	961,30	406,90	320,26
<b>Total</b>	<b>12 767,86</b>	<b>7 479,34</b>	<b>2 925,11</b>

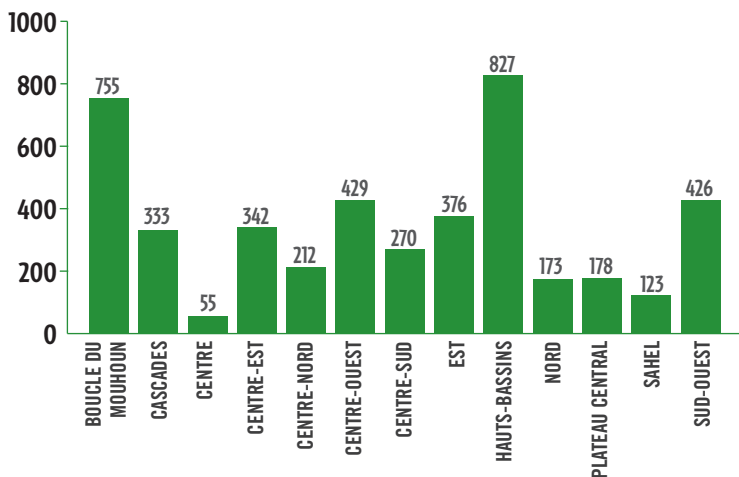
Source : DGESS/MAAHM, décembre 2021

**Tableau 43** Prévisions des semences par région en 2022

Régions	Prévisions 2022	
	Quantité (tonne)	Coût total (FCFA)
Boucle du Mouhoun	755	377 500 000
Cascades	333	166 500 000
Centre	55	27 500 000
Centre-Est	342	171 000 000
Centre-Nord	212	106 000 000
Centre-Ouest	429	214 500 000
Centre-Sud	270	135 000 000
Est	376	188 000 000
Hauts-Bassins	827	413 500 000
Nord	173	86 500 000
Plateau Central	178	89 000 000
Sahel	123	61 500 000
Sud-Ouest	426	213 000 000
<b>Total</b>	<b>4 499</b>	<b>2 249 500 000</b>

Source : DGESS/MAAHM, décembre 2021

**Prévisions de semences par région en 2022 (Tonnes)**



# 04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2022

**Tableau 44 Répartition des engrais par région en 2020 et 2021 (en tonne)**

Régions	Réalisations 2020	2021	
		Prévisions	Réalisations (31 octobre)
Boucle du Mouhoun	4 063	1 449	304
Cascades	2 117	861	0
Centre	929	610	380
Centre-Est	1 583	993	627
Centre-Nord	932	629	225
Centre-Ouest	1 755	806	558
Centre-Sud	1 109	812	419
Est	1 856	864	29
Hauts-Bassins	4 186	1 445	901
Nord	2 594	591	230
Plateau Central	2 192	704	214
Sahel	224	509	0
Sud-Ouest	1 485	587	280
<b>Total</b>	<b>25 025</b>	<b>10 859</b>	<b>4 166</b>

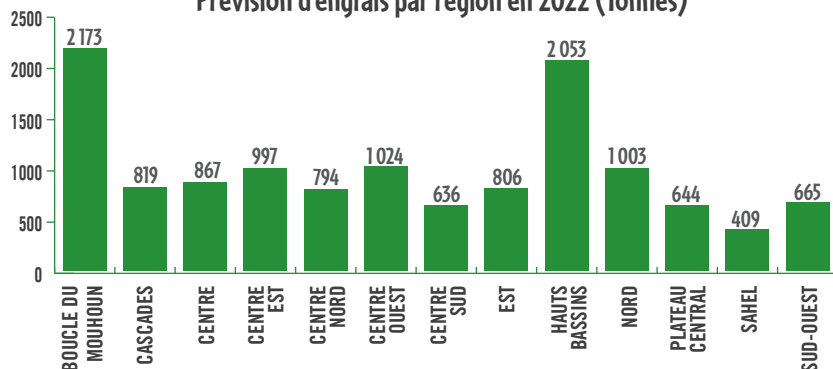
Source : DGESS/MAAHM, décembre 2021

**Tableau 45 Prévisions des engrais par région en 2022**

Régions	2022	
	Quantité (tonne)	Coût total (FCFA)
Boucle du Mouhoun	2 173	869 200 000
Cascades	819	327 600 000
Centre	867	346 800 000
Centre-Est	997	398 800 000
Centre-Nord	794	317 600 000
Centre-Ouest	1 024	409 600 000
Centre-Sud	636	254 400 000
Est	806	322 400 000
Hauts-Bassins	2 053	821 200 000
Nord	1 003	401 200 000
Plateau Central	644	257 600 000
Sahel	409	163 600 000
Sud-Ouest	665	266 000 000
<b>Total</b>	<b>12 890</b>	<b>5 156 000 000</b>

Source : DGESS/MAAHM, décembre 2021

**Prévision d'engrais par région en 2022 (Tonnes)**



**Tableau 46** Répartition des équipements agricoles et des animaux de trait par région en 2020 et 2021

Régions	Equipements agricoles			Animaux de trait		
	Réalizations 2020	2021		Réalizations 2020	2021	
		Prévisions	Réalizations (31 octobre)		Prévisions	Réalizations (31 octobre)
Boucle du Mouhoun	953	408	0	160	86	0
Cascades	375	138	0	46	20	0
Centre	281	133	0	38	26	0
Centre-Est	249	121	0	60	42	0
Centre-Nord	256	124	0	60	48	0
Centre-Ouest	547	272	0	110	62	0
Centre-Sud	213	111	0	56	40	0
Est	406	204	0	110	64	0
Hauts-Bassins	732	329	0	140	60	0
Nord	262	138	0	56	40	0
Plateau Central	236	117	0	55	40	0
Sahel	222	108	0	55	40	0
Sud-Ouest	433	182	0	74	32	0
<b>Total</b>	<b>5 165</b>	<b>2 385</b>	<b>0</b>	<b>1 020</b>	<b>600</b>	<b>0</b>

Source : DGESS/MAAHM, décembre 2021

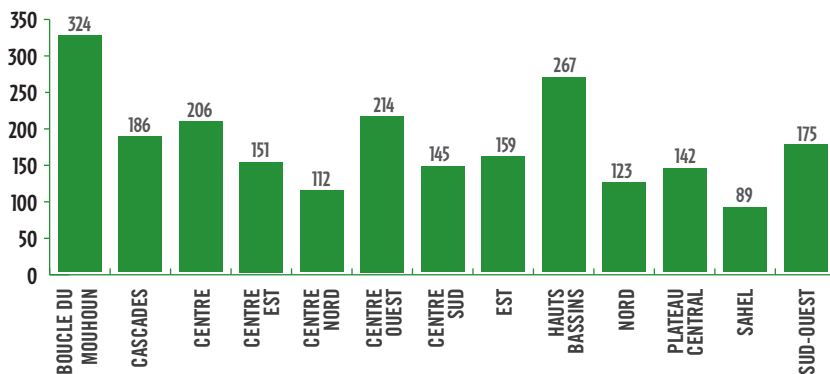
# 04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2022

**Tableau 47** Prévisions des équipements agricoles et des animaux de trait par région en 2022

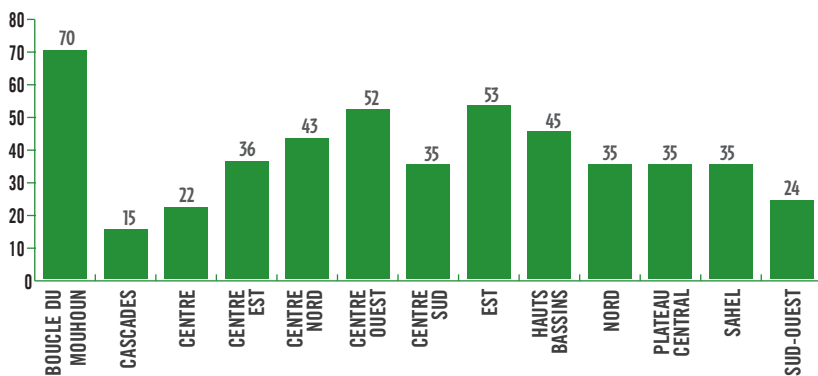
Régions	Prévisions 2022			
	Equipements agricoles		Animaux de trait	
	Bénéficiaires	Coût total (en FCFA)	Bénéficiaires	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	324	162 000 000	70	14 500 000
Cascades	186	93 000 000	15	3 750 000
Centre	206	103 000 000	22	3 700 000
Centre-Est	151	75 500 000	36	6 000 000
Centre-Nord	112	56 000 000	43	6 550 000
Centre-Ouest	214	107 000 000	52	10 000 000
Centre-Sud	145	72 500 000	35	5 750 000
Est	159	79 500 000	53	10 250 000
Hauts-Bassins	267	133 500 000	45	11 250 000
Nord	123	61 500 000	35	5 750 000
Plateau Central	142	71 000 000	35	5 750 000
Sahel	89	44 500 000	35	5 750 000
Sud-Ouest	175	87 500 000	24	6 000 000
<b>Total</b>	<b>2 293</b>	<b>1 146 500 000</b>	<b>500</b>	<b>95 000 000</b>

Source : DGESS/MAAHM, décembre 2021

## Prévision des bénéficiaires d'équipements agricoles par région en 2022

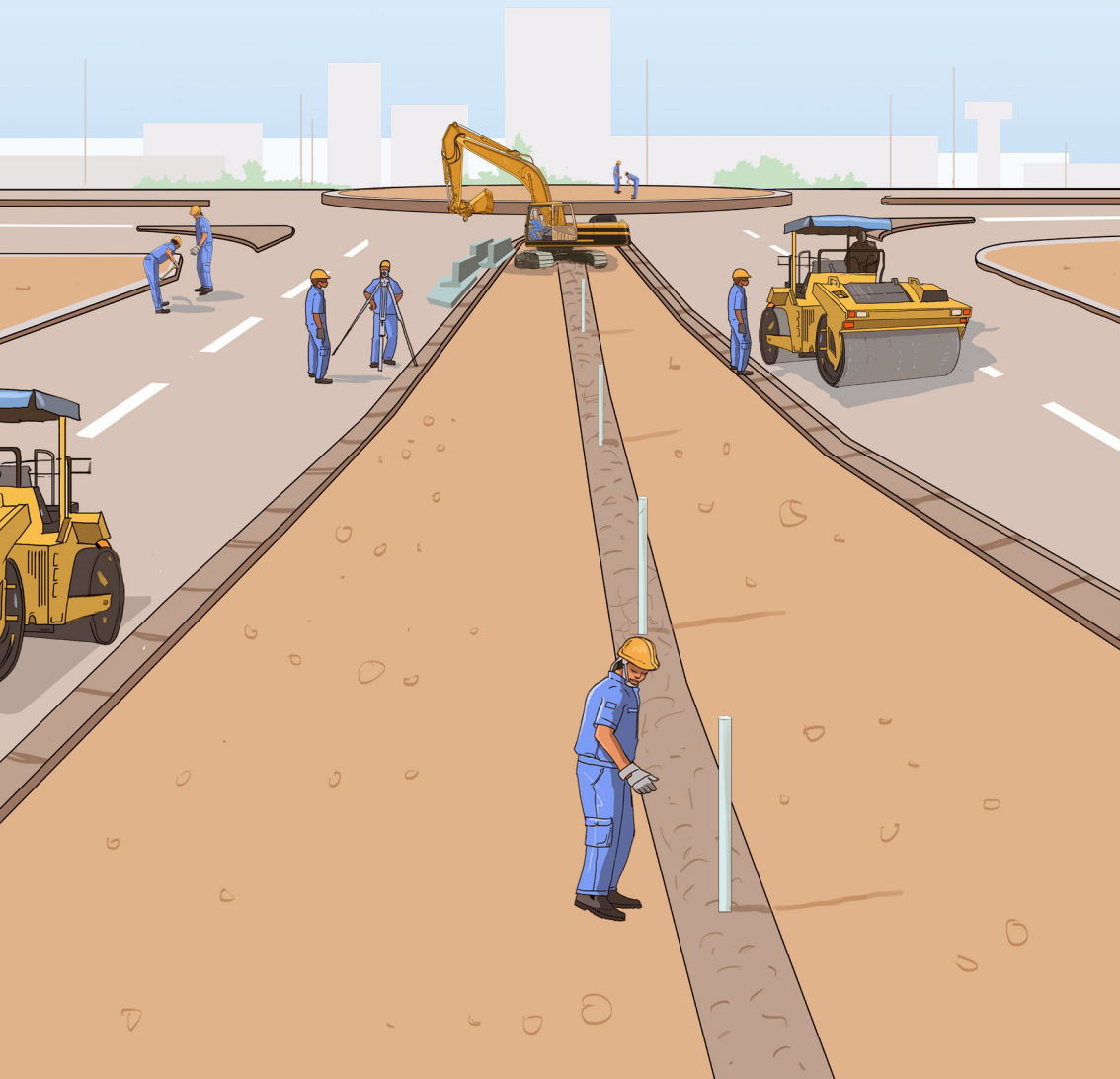


## Prévision des bénéficiaires d'animaux de trait par région en 2022





# INFRASTRUCTURES ET DESENCLAVEMENT



# 04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2022

## INDICATEURS

**Tableau 48** Évolution de quelques indicateurs clés

N°	INDICATEURS	Réalizations		Prévisions	
		2019	2020	2021	2022
1	Proportion de routes bitumées (en %)	26,72	27,42	28,41	31,22
2	Proportion de pistes rurales aménagées (en %)	33,11	33,57	35,79	37,16
3	Proportion de pistes rurales entretenues (en %)	5	35	24	25
4	Proportion de routes en bon état (en %)	86	86,5	29	35

Source : DGESS/MID, décembre 2021

## Réalizations 2020 et 2021 (au 31 octobre) et prévisions 2022

**Tableau 49** Réalisations physiques de pistes rurales par région en 2020 et 2021 (en Km)

Régions	Réalizations 2020	2021	
		Prévisions	Réalizations (31 octobre)
Boucle du Mouhoun	0	163,94	94,19
Cascades	0	44,03	-
Centre	0	31,99	15,00
Centre-Est	0	54,24	36,63
Centre-Nord	0	133,88	51,33
Centre-Ouest	0	165,89	49,71
Centre-Sud	0	47,00	8,00
Est	0	67,62	18,67
Hauts-Bassins	0	61,94	-
Nord	18,80	103,80	65,62
Plateau Central	24,43	152,30	111,74
Sud-Ouest	9,84	54,36	52,08
<b>Total</b>	<b>53,07</b>	<b>1 080,99</b>	<b>502,97</b>

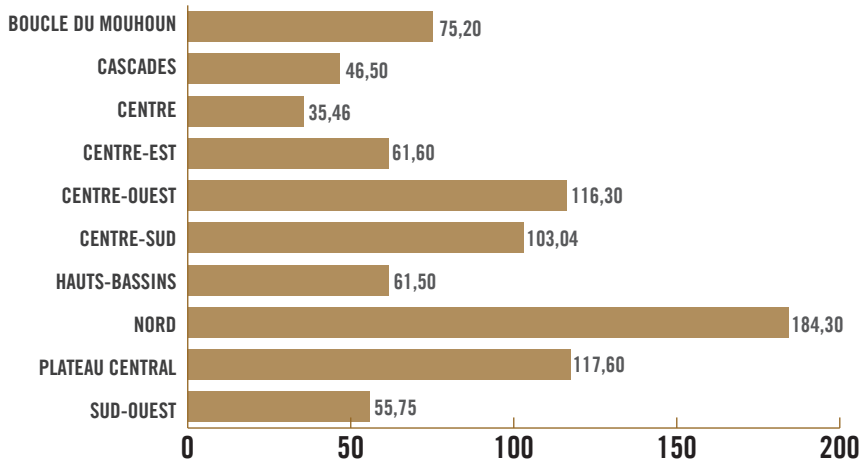
Source : DGESS/MID, décembre 2021

**Tableau 50** Prévisions de pistes rurales par région en 2022

Régions	Prévisions 2022	
	Longueur (km)	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	75,20	1 492 712 748
Cascades	46,50	1 349 027 323
Centre	35,46	1 190 900 047
Centre-Est	61,60	2 173 701 663
Centre-Ouest	116,30	3 557 292 723
Centre-Sud	103,04	3 061 280 020
Hauts-Bassins	61,50	1 310 898 878
Nord	184,30	4 397 375 941
Plateau Central	117,60	3 078 081 020
Sud-Ouest	55,75	1 334 494 243
<b>Total</b>	<b>857,25</b>	<b>22 945 764 606</b>

Source : DGESS/MID, décembre 2021

## Prévisions de pistes rurales par région en 2022 (Km)



# 04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2022

**Tableau 51** Réalisations physiques de routes bitumées par région en 2020 et 2021 (en Km)

Régions	Réalizations 2020	2021		
		Prévisions	Réalizations (31 octobre)	Taux
Boucle du Mouhoun	74	138	13	9,42%
Centre-Est	27	-	-	-
Centre-Ouest	10	-	-	-
Centre-Sud	52	-	-	-
Est	30	169	40	23,67%
Sahel	-	55	14	25,45%
<b>Total</b>	<b>193</b>	<b>362</b>	<b>67</b>	<b>18,51%</b>

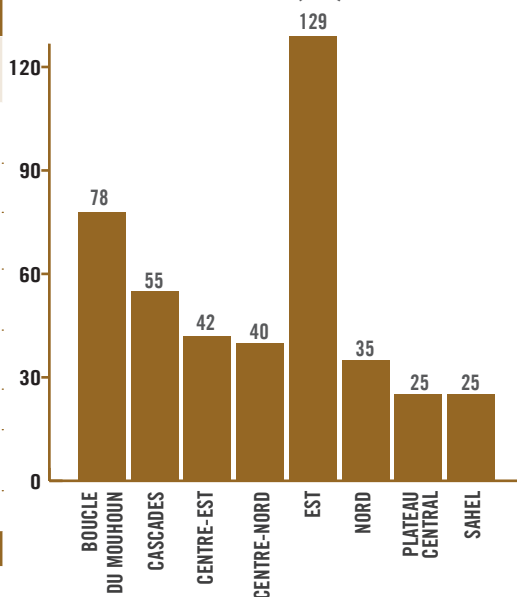
Source : DGESS/MID, décembre 2021

**Tableau 52** Prévisions de routes bitumées par région en 2022

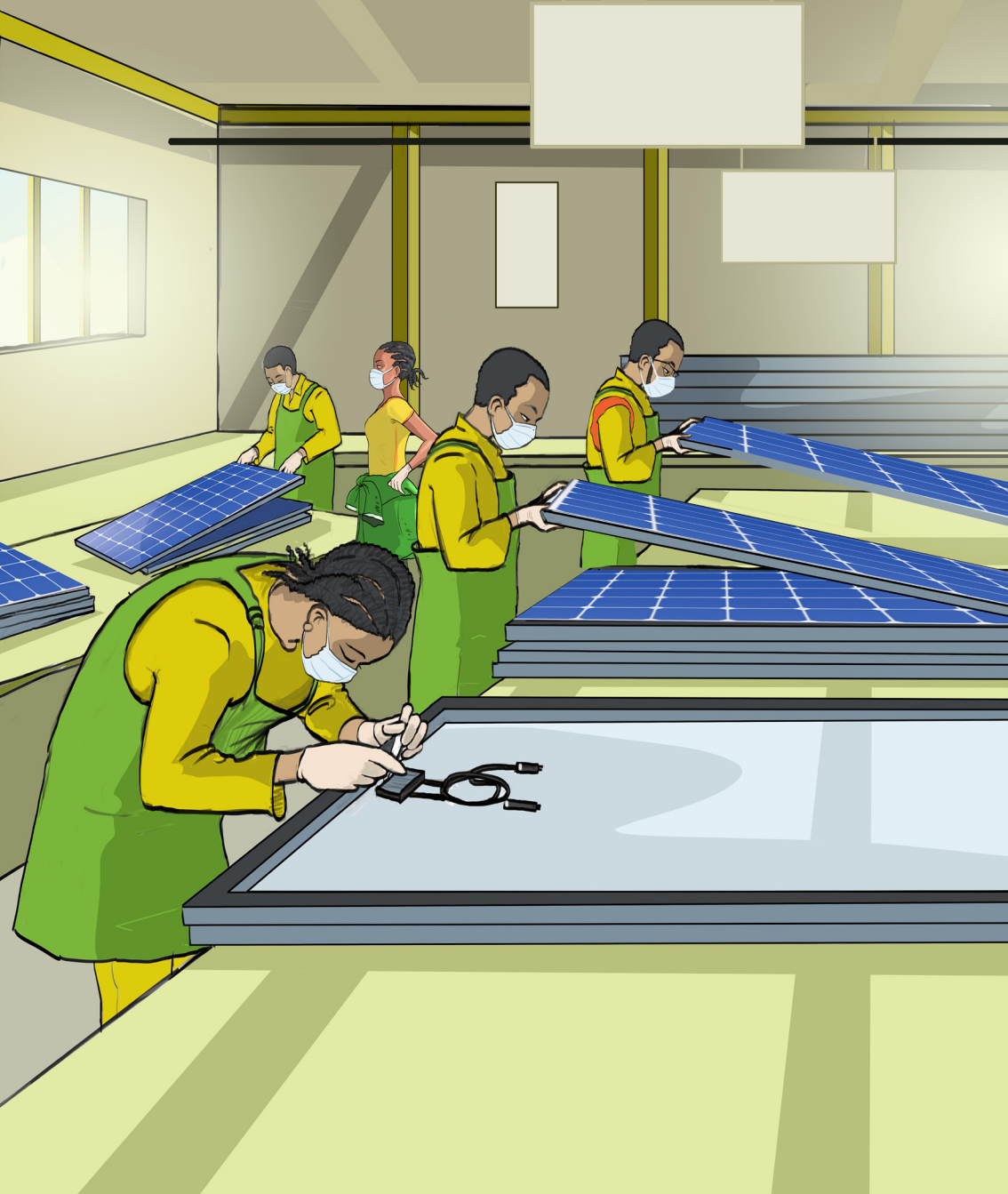
Régions	Prévisions 2022	
	Longueur (km)	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	78	25 350 000 000
Cascades	55	17 875 000 000
Centre-Est	42	13 650 000 000
Centre-Nord	40	13 000 000 000
Est	129	41 925 000 000
Nord	35	11 375 000 000
Plateau Central	25	8 125 000 000
Sahel	25	8 125 000 000
<b>TOTAL</b>	<b>429</b>	<b>139 425 000 000</b>

Source : DGESS/MID, décembre 2021

Prévisions de routes bitumées par région en 2022 (Km)



# SPORT, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE



# 04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2022

## INDICATEURS

**Tableau 53** Évolution de quelques indicateurs clés

N°	INDICATEURS	Réalizations		Prévisions	
		2019	2020	2021	2022
1	Taux d'insertion des jeunes et des femmes placés en stage et en volontariat (en %)	15	15	15	15
2	Effectif des apprenants formés	11 237	12 000	10 000	9 619
3	Nombre d'emplois décents créés	3 096	3 624	3 805	3 995

Source : DGESS/Ministère en charge de l'emploi, décembre 2021

## Réalizations 2020 et 2021 (au 31 octobre) et prévisions 2022

**Tableau 54** Nombre d'emplois créés par région en 2020 et 2021

Régions	Réalizations 2020	2021		
		Prévisions	Réalizations (31 octobre)	Taux
Boucle du Mouhoun	791	168	134	79,76%
Cascades	870	160	128	80,00%
Centre	5 733	1 370	1 096	80,00%
Centre-Est	1 716	383	307	80,16%
Centre-Nord	342	163	130	79,75%
Centre-Ouest	516	211	169	80,09%
Centre-Sud	481	134	108	80,60%
Est	368	229	183	79,91%
Hauts-Bassins	3 827	664	531	79,97%
Nord	620	76	60	78,95%
Plateau Central	579	137	109	79,56%
Sahel	280	70	56	80,00%
Sud-Ouest	444	41	33	80,49%
<b>Total</b>	<b>16 567</b>	<b>3 805</b>	<b>3 044</b>	<b>80,00%</b>

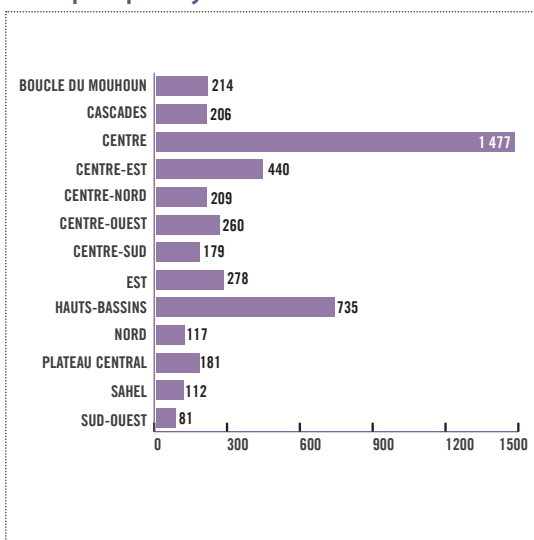
Source : DGESS/Ministère en charge de l'emploi, décembre 2021

# INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2022

# 04

## Tableau 55 Prévisions de création d'emplois par région en 2022

Régions	Prévisions 2022
Boucle du Mouhoun	214
Cascades	206
Centre	1 477
Centre-Est	440
Centre-Nord	209
Centre-Ouest	260
Centre-Sud	179
Est	278
Hauts-Bassins	735
Nord	117
Plateau Central	181
Sahel	112
Sud-Ouest	81
<b>Total</b>	<b>4 489</b>



Source : DGESS/Ministère en charge de l'emploi, décembre 2021

## Tableau 56 Nombre de jeunes formés par région en 2020 et 2021

Régions	Réalizations 2020	2021		
		Prévisions	Réalizations (31 octobre)	Taux
Boucle du Mouhoun	3 880	4 074	3 000	73,64%
Cascades	4 609	4 839	2 900	59,93%
Centre	6 113	6 419	6 000	93,47%
Centre-Est	5 699	5 984	5 300	88,57%
Centre-Nord	5 443	5 715	5 600	97,99%
Centre-Ouest	2 459	2 582	2 066	80,02%
Centre-Sud	2 358	2 476	2 400	96,93%
Est	2 606	2 736	1 000	36,55%
Hauts-Bassins	2 481	2 605	2 500	95,97%
Nord	3 675	3 859	3 087	79,99%
Plateau Central	2 264	2 377	1 700	71,52%
Sahel	6 078	6 382	5 300	83,05%
Sud-Ouest	3 829	4 020	3 900	97,01%
<b>Total</b>	<b>51 494</b>	<b>54 068</b>	<b>44 753</b>	<b>82,77%</b>

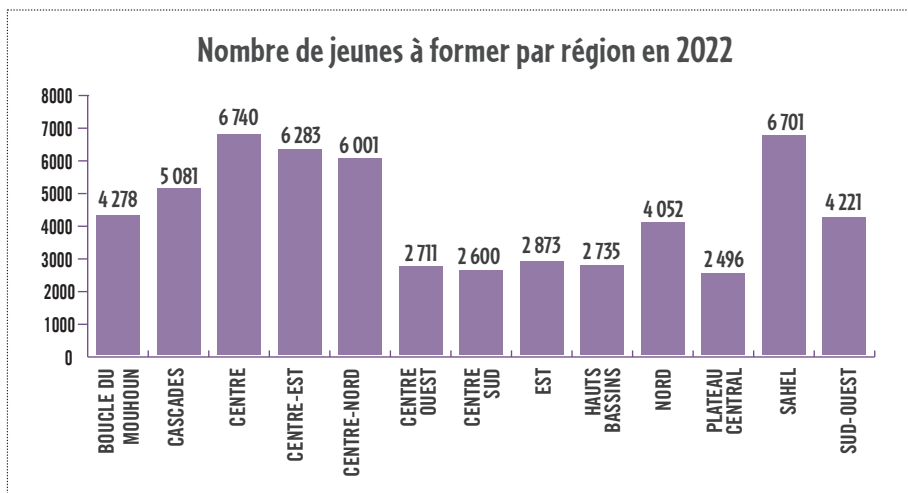
Source : DGESS/Ministère en charge de l'emploi, décembre 2021

# 04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2022

**Tableau 57** Nombre de jeunes à former par région en 2022

Régions	Prévisions 2022	Coût (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	4 278	513 324 000
Cascades	5 081	609 770 700
Centre	6 740	808 749 900
Centre-Est	6 283	753 977 700
Centre-Nord	6 001	720 108 900
Centre-Ouest	2 711	325 325 700
Centre-Sud	2 600	311 963 400
Est	2 873	344 773 800
Hauts-Bassins	2 735	328 236 300
Nord	4 052	486 202 500
Plateau Central	2 496	299 527 200
Sahel	6 701	804 119 400
Sud-Ouest	4 221	506 576 700
<b>Total</b>	<b>56 772</b>	<b>6 812 656 200</b>

Source : DGESS/Ministère en charge de l'emploi, décembre 2021



**Tableau 58** Bénéficiaires de financement par région en 2020 et 2021

Régions	Réalizations 2020		Prévisions	2021	
	Bénéficiaires	Financement (en FCFA)		Réalizations (31 octobre)	
				Bénéficiaires	Financement (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	953	368 000 000	195	156	148 400 000
Cascades	562	390 600 000	130	104	103 200 000
Centre	8 066	3 446 900 000	1 405	1 000	899 800 000
Centre-Est	1 236	439 700 000	137	97	108 800 000
Centre-Nord	534	304 800 000	174	139	193 600 000
Centre-Ouest	612	402 100 000	155	124	155 200 000
Centre-Sud	418	229 100 000	153	150	150 200 000
Est	448	154 100 000	133	70	90 000 000
Hauts-Bassins	3 450	1 212 000 000	585	468	465 800 000
Nord	580	370 900 000	135	120	113 600 000
Plateau Central	1 046	381 100 000	155	124	138 000 000
Sahel	167	151 500 000	135	65	70 000 000
Sud-Ouest	440	214 800 000	125	97	92 800 000
<b>Total</b>	<b>18 512</b>	<b>8 065 600 000</b>	<b>3 617</b>	<b>2 714</b>	<b>2 729 400 000</b>

Source : DGESS/Ministère en charge de l'emploi, décembre 2021

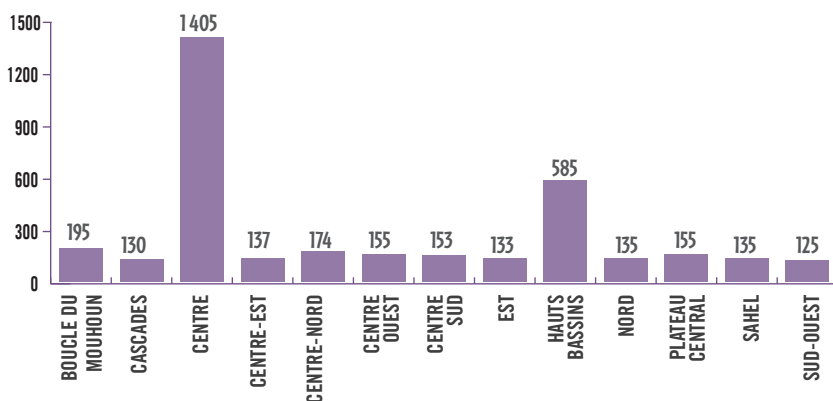
# 04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2022

**Tableau 59** Prévisions d'effectif de jeunes à financer par région en 2022

Régions	Effectif	Coût (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	195	185 500 000
Cascades	130	129 000 000
Centre	1 405	1 124 750 000
Centre-Est	137	136 000 000
Centre-Nord	174	242 000 000
Centre-Ouest	155	194 000 000
Centre-Sud	153	187 750 000
Est	133	135 750 000
Hauts-Bassins	585	582 250 000
Nord	135	142 000 000
Plateau Central	155	172 500 000
Sahel	135	142 000 000
Sud-Ouest	125	116 000 000
<b>Total</b>	<b>3 617</b>	<b>3 489 500 000</b>

Source : DGESS/Ministère en charge de l'emploi, décembre 2021

## Prévision d'effectifs de jeunes à financer en 2022





**BURKINA FASO**

UNITE-PROGRES-JUSTICE

**MINISTRE DE L'ECONOMIE,  
DES FINANCES ET DU PLAN**

**05**

**MESURES D'ACCOMPAGNEMENT POUR UNE BONNE  
EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT,  
EXERCICE 2022**

**BUDGET CITOYEN**

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale.

# 05 MESURES D'ACCOMPAGNEMENT POUR UNE BONNE EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2022

Dans le but de permettre une bonne exécution du budget de l'année 2022, des mesures d'accompagnement concernant aussi bien les recettes que les dépenses ont été définies ainsi qu'il suit :

## En matière de recettes

il s'agira de poursuivre la modernisation des procédures au niveau des régies de recettes pour optimiser le rendement de l'impôt d'une part, et de parachever les réformes visant à élargir de manière substantielle l'assiette fiscale d'autre part.

→ opérationnaliser les nouveaux réseaux comptables avec la nomination, la formation, l'équipement et l'installation des comptables ;

→ identifier et suivre les projets et programmes d'investissements prioritaires afin d'assurer leur réalisation efficace. Dans ce sens, une attention particulière sera accordée à l'achèvement des chantiers prioritaires en vue de capitaliser leur impact sur les populations bénéficiaires.

## Concernant les dépenses, il s'agira de :

→ renforcer les efforts de maîtrise de l'évolution des charges de personnel afin de créer plus d'espace budgétaire pour la couverture des autres natures de dépenses ;

→ poursuivre la mise en place de la comptabilité de l'ordonnateur pour une plus grande efficacité du processus de redevabilité et de suivi de l'exécution des dépenses d'investissements à travers les AE/CP ;



**BURKINA FASO**

UNITE-PROGRES-JUSTICE

**MINISTRE DE L'ECONOMIE,  
DES FINANCES ET DU PLAN**

**06**

**THEMATIQUE ABORDEE DANS LE BUDGET  
CITOYEN 2022 : LES PRINCIPES BUDGETAIRES**

**BUDGET CITOYEN**

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale.

Le budget de l'Etat est élaboré et exécuté en respectant un certain nombre de règles organisées autour de cinq (05) principes budgétaires classiques qui sont :

- **le principe d'annualité ;**
- **le principe d'équilibre ;**
- **le principe d'unité ;**
- **le principe d'universalité ;**
- **le principe de spécialité.**

Ces différents principes, qui ont été tacitement rappelés par la Loi organique n°073-2015/CNT du 06 novembre 2015 relative aux lois de finances (LOLF), comportent pour certains des assouplissements ou des exceptions.

Avec l'internalisation des directives du nouveau cadre harmonisé des finances publiques de l'UEMOA, un nouveau principe est désormais introduit dans la gestion budgétaire. Il s'agit du principe de la sincérité budgétaire édicté par la loi n° 08-2013/AN du 23 avril 2013 portant Code de transparence dans la gestion des finances publiques au Burkina Faso en ses articles 25 et 56 et repris par la LOLF en son article 7.

## CONTENU DES PRINCIPES BUDGETAIRES

### LE PRINCIPE D'ANNUALITE

Le principe d'annualité suppose que l'autorisation donnée par le parlement à l'exécutif pour recouvrer les recettes et exécuter les dépenses ne vaut que pour une année. Au Burkina Faso, l'année budgétaire coïncide avec l'année civile (1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre).

**Exception** les reports de crédits d'une année n à une année n+1.

Par ailleurs, il convient de rappeler que certaines dépenses d'investissements, au regard de leur spécificité peuvent être engagées juridiquement sur plusieurs années.



## LE PRINCIPE D'EQUILIBRE



Le principe d'équilibre budgétaire implique que le montant total des dépenses ne soit pas supérieur à celui des recettes dans le budget et vice versa.

Autrement dit, il impose l'égalité entre les recettes et les dépenses dans la loi de finances.

Dans les faits, pour ce qui concerne le budget de l'Etat, ce principe n'implique pas un équilibre budgétaire mais plutôt financier. Aussi, se dégage-t-il dans le budget des besoins de financement qui sont comblés par d'autres sources (emprunts, etc.).

## LE PRINCIPE D'UNITE



Ce principe fait obligation de présenter dans un document unique l'ensemble des recettes et des dépenses du budget dans un souci d'exhaustivité et de transparence.

**Exception** les budgets annexes et les comptes d'affectation spéciale du trésor.

## LE PRINCIPE D'UNIVERSALITE



Le principe d'universalité budgétaire requiert que l'ensemble des recettes finance l'ensemble des dépenses sans qu'il ne soit établie une relation entre certaines dépenses et certaines recettes. De ce principe, découle deux (02) règles :

- La règle de non-affectation qui interdit qu'une recette particulière soit affectée à une dépense particulière ;
- La règle de non contraction ou non de compensation qui oblige à inscrire dans le budget toutes les dépenses et les recettes en totalité, sans contraction entre elles.

**Exception** les budgets annexes et les comptes d'affectation spéciale du trésor.

## LE PRINCIPE DE SPECIALITE



Ce principe suppose que les crédits budgétaires soient détaillés suivant une nomenclature afin de présenter leurs destinations et leurs objectifs pour des raisons de lisibilité et de transparence.

Au Burkina Faso, le respect de ce principe est à l'origine de la présentation des opérations budgétaires par section, programme, action, chapitre, activité, article et paragraphe ; ce qui facilite le contrôle parlementaire.

**Exception** les crédits globaux (destinés aux dépenses accidentelles et imprévisibles).

## LE PRINCIPE DE SINCERITE



Le principe de sincérité budgétaire implique que les informations contenues dans le budget soient exactes, complètes et cohérentes au regard des éléments dont dispose le Gouvernement au moment de l'élaboration.

Cela suppose entre autres que les recettes et les dépenses ne doivent ni être surestimées ni sous-estimées.



## Pourquoi des principes budgétaires ?

Les principes budgétaires permettent de garantir une gestion budgétaire saine et efficace à travers :

- une bonne présentation du budget ;
- une bonne prévision budgétaire ;
- une bonne lisibilité du budget ;
- une exécution efficace des dépenses budgétaires ;
- un meilleur suivi des opérations budgétaires ;
- une maîtrise des déficits budgétaires.

## Différence entre fonds spéciaux et comptes d'affectation spéciale du Trésor

**Les comptes d'affectation spéciale du Trésor (CAST)** retracent des opérations qui sont financés au moyen de recettes particulières. Ils sont équilibrés en recettes et en dépenses. Les CAST sont le plus souvent créés dans le but d'alléger l'exécution des opérations spécifiques pour offrir diligemment certains services sociaux aux populations. Contrairement au budget de l'Etat, les crédits non consommés des CAST font systématiquement l'objet de report pour l'exercice budgétaire suivant. Pour l'année 2022, il existe douze (12) CAST dont le détail est consigné dans l'Annexe 1 du présent document.

**Les « Fonds spéciaux »** encore appelés « **caisses noires** » sont des fonds accordés à certaines personnalités de l'Etat pour la prise en charge des dépenses de souveraineté conformément à des conditions préalablement fixées par un arrêté. Au Burkina Faso, quatre (04) personnalités bénéficient de ces fonds spéciaux à savoir :

- le Président du Faso ;
- le Premier ministre ;
- le Président de l'Assemblée nationale et ;
- le Président du Conseil constitutionnel.

# CONCLUSION

Le budget de l'Etat, exercice 2022 s'inscrit dans une dynamique d'opérationnalisation du Plan national de développement économique et social 2021-2025 (PNDES-II) dont le processus d'élaboration a été achevé en 2021. Ce plan définit des priorités dont la mise en œuvre contribuera à améliorer les conditions de vie des populations. Ainsi, des secteurs comme la défense et la sécurité, la santé et l'éducation font l'objet d'une attention particulière dans la définition des priorités budgétaires.

L'atteinte des résultats escomptés du budget 2022 dépendra de la mise en œuvre efficace des activités notamment celles des projets et programmes. Cela requiert, d'une part, la mobilisation optimale des recettes et d'autre part, l'exécution adéquate des dépenses budgétaires.

D'où la nécessité d'une participation citoyenne à l'action gouvernementale dont l'appropriation devrait être facilitée par le présent budget citoyen.

En plus de la version française, le budget citoyen est traduit en sept (07) langues nationales que sont le mooré, le dioula, le fulfuldé, le gulmancema, le bissa, le lyélé et le dagara. Il fait l'objet d'une large campagne de communication.



**Vaccination  
contre la COVID-19**

Pour éviter la propagation  
du Coronavirus **ADOPTONS  
LES GESTES BARRIERES**

 **N° VERT 3535**  
Appel Gratuit

 Port des masques

 Lavage régulier des mains  
avec une solution hydroalcoolique

 Respect de la  
distanciation sociale

## ANNEXE 1 Prévisions des Comptes d'affectation spéciale du Trésor (CAST) 2022 (en milliers de FCFA)

INTITULE DU COMPTE	PREVISIONS CORRIGÉES 2021	PREVISIONS 2022	VARIATION	
			MONTANT	TAUX(%)
<b>Compte spécial n° 125</b> « Plan d'actions de la stratégie nationale de microfinances »	800 000	750 000	-50 000	-6,25%
<b>Compte spécial n° 126</b> « Fonds de soutien au développement de l'enseignement de base »	10 223 928	18 861 209	8 637 281	84,48%
<b>Compte spécial n° 127</b> « Cantines scolaires du secondaire »	198 450	198 450	0	0,00%
<b>Compte spécial n° 128</b> « Fonds d'appui au développement du système de santé »	43 200	43 200	0	0,00%
<b>Compte spécial n° 129</b> « Fonds de soutien à la modernisation de l'administration publique »	3 322 000	1 668 916	-1 653 084	-49,76%
<b>Compte spécial n° 130</b> « Opération lotissement centres urbains et ruraux au Burkina Faso »	899 190	722 376	-176 814	-19,66%
<b>Compte spécial n° 131</b> « Fonds de développement de la statistique »	1 888 302	863 139	-1 025 163	-54,29%
<b>Compte spécial n° 132</b> « Cadastre fiscal »	26 000	26 000	0	0,00%
<b>Compte spécial n° 142</b> « Remboursement crédits TVA »	50 000 000	100 000 000	50 000 000	100,00%
<b>Compte spécial n° 143</b> « Approvisionnement en Eau et Assainissement »	58 156 498	76 685 852	18 529 354	31,86%
<b>Compte spécial n° 144</b> « Appui à la formation professionnelle »	4 997 003	3 896 983	-1 100 020	-22,01%
<b>Compte spécial n° 148</b> « Gestion des Frontières »	0	1 622 095	1 622 095	-
<b>TOTAL</b>	<b>130 554 571</b>	<b>205 338 220</b>	<b>74 783 649</b>	<b>57,28%</b>

Source : DGB/MEFP, décembre 2021

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

## ANNEXE 2 Evolution de l'encours de la dette publique sur la période 2020-2022 (en milliards de FCFA)

Rubrique	Situation		Projections	
	31/12/2020	30/06/2021	31/12/2021	31/12/2022
<b>Dette extérieure</b>	<b>2 464,30</b>	<b>2 697,70</b>	<b>2 667,30</b>	<b>2 934,60</b>
Multilatérale	2178,1	2399,2	2365,2	2602,2
Bilatérale	250,8	247	257,2	283
Dette commerciale	35,4	51,5	44,9	49,4
<b>Dette intérieure</b>	<b>2 313,40</b>	<b>2 759,90</b>	<b>2 987,10</b>	<b>3 297,40</b>
Institutions Financières	315,6	404,7	424,1	468,2
Institutions non Financières	136,4	113,2	147	162,2
Marché Monétaire et Financier	1861,4	2242	2416	2667
<b>Total général</b>	<b>4 777,70</b>	<b>5 457,60</b>	<b>5 654,40</b>	<b>6 232,00</b>
<b>PIB nominal</b>	<b>10 065,30</b>		<b>10 762,30</b>	<b>11 490,20</b>
<b>Encours dette publique/PIB (%)</b>	<b>47,47%</b>		<b>52,54%</b>	<b>54,24%</b>

Source : DGEP/MEFP, août 2021

## ANNEXE 3 Principales étapes d'élaboration du budget de l'Etat

Phases	Activités	Acteurs	Calendrier
Cadrage budgétaire	Définition des priorités et des choix stratégiques budgétaires	DGEP/MEFP	Janvier– Février
	Détermination des enveloppes globales (recettes et dépenses) et sectorielles (crédits budgétaires des ministères et institutions) à travers le cadrage budgétaire.	DGB/MEFP	Mars-Avril
	Notification des enveloppes sectorielles aux ministères et aux institutions à travers la circulaire budgétaire.	DGB/MEFP	Mai
	Elaboration des DPPD (avant-projets de budget) des ministères et des institutions.	Ministères sectoriels	Mai–Juin
Arbitrage	Examen technique des DPPD des ministères et des institutions.	DGB/MEFP	Juin
	Arbitrage des DPPD des ministères et institutions par le Ministère en charge des Finances	MEFP	Juillet
	Arbitrage de l'avant-projet de loi de finances en Conseil de ministres	Gouvernement	Septembre
	Adoption de l'avant-projet de loi de finances par le Gouvernement	Gouvernement	
Vote	Dépôt du projet de loi de finances à l'Assemblée Nationale	SG- Gouvernement	Septembre
	Examen par la Commission Finances et Budget de l'Assemblée Nationale et vote de la loi de finances par le Parlement	Parlement	Octobre- Décembre
Mise en exécution	Promulgation de la loi de finances par le Président du Faso	Président du Faso	Décembre N- janvier N+1

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

## ANNEXE 4 Présentation du budget de l'Etat selon l'objet socio-économique de la dépense (classification fonctionnelle) en 2021 et 2022 (en milliers de FCFA)

Libellés	2021 (LFR)		2022	
	Prévisions	Part relative	Prévisions	Part relative
01 Services généraux des administrations publiques	1 569 254 687	58,71%	1 064 067 079	36,45%
02 Défense	134 249 868	5,02%	267 640 754	9,17%
03 Ordre et sécurité publics	44 690 760	1,67%	180 012 982	6,17%
04 Affaires économiques	522 334 000	19,54%	477 385 454	16,35%
05 Protection de l'environnement	15 687 775	0,59%	27 008 486	0,93%
06 Logement et équipements collectifs	48 330 012	1,81%	62 922 204	2,16%
07 Santé	132 370 979	4,95%	143 809 353	4,93%
08 Loisirs, culture et culte	12 629 685	0,47%	18 815 055	0,64%
09 Enseignement	173 089 695	6,48%	629 422 039	21,56%
10 Protection sociale	20 146 069	0,75%	48 065 167	1,65%
<b>Total</b>	<b>2 672 783 530</b>	<b>100,00%</b>	<b>2 919 148 573</b>	<b>100,00%</b>

Source : DGB/MEFP, décembre 2021

## ANNEXE 5 Récapitulatif des ressources transférées aux Collectivités Territoriales entre 2020 et 2022 (base LFI) (en millier de FCFA)

STRUCTURES BENEFICIAIRES	2020	2021	2022
<b>Ressources liées aux compétences transférées</b>	<b>39 468 772</b>	<b>42 861 662</b>	<b>41 267 367</b>
Enseignement de base	31 208 360	33 585 902	32 232 869
Santé	6 284 150	6 284 150	6 284 150
Eau potable et Assainissement	1 000 000	1 795 418	1 800 000
Sports et loisirs	50 000	30 456	30 456
Culture et tourisme	30 456	19 627	29 627
Jeunesse et Emploi	19 627	50 000	50 000
Action sociale et solidarité Nationale	95 000	95 000	95 000
MAAHM	553 600	482 109	262 969
MICA	87 579	124 000	87 296
MEFP	140 000	395 000	395 000
<b>Autres appuis à la décentralisation</b>	<b>167 173 767</b>	<b>196 340 453</b>	<b>183 317 029</b>
Dotations globales	6 774 000	6 774 000	6 774 000
Dotation aux régions	900 000	900 000	1 354 800
Dotation aux communes	5 874 000	5 874 000	5 419 200
Subvention (Taxe sur les produits pétroliers)	8 802 003	10 088 291	10 088 291
Rémunération des agents des Instituts régionaux de l'administration (IRA)	159 049	0	0
Rémunération ex-agents des provinces	350 000	325 000	326 000
Droit de tirage Fonds permanent pour le développement des collectivités territoriales (FPDCT)	3 000 000	6 797 511	4 500 000
Mesures Sociales (HIMO)	2 514 183	2 700 000	2 700 000
Décentralisation et Participation Citoyenne (DEPAC)	578 005	9 036 117	9 036 117
Appui aux brigades vertes (Ouaga et Bobo)	1 000 000	1 200 000	1 200 000
Construction de sièges de mairies (Ouaga et Bobo)	794 417	0	0

## ANNEXE 5 Récapitulatif des ressources transférées aux Collectivités Territoriales entre 2020 et 2022 (base LFI) (en millier de FCFA)

STRUCTURES BENEFICIAIRES	2020	2021	2022
Aménager et bitumer les voiries urbaines dans la ville de Ouagadougou	0	4 413 000	4 413 000
PADEL	8 283 474	10 932 447	6 215 634
PUS	0	70 000	60 000
Autres projets et programmes	108 782 857	108 782 857	108 782 857
Fiscalité partagée	11 353 191	7 755 613	7 755 613
Fonds minier de développement local (MINES) 20% des royalties	14 782 588	21 465 517	21 465 517
Projet National de Développement Rural Productif (PNDRP)	0	6 000 100	0
<b>Structures d'appui à la décentralisation</b>	<b>3 564 216</b>	<b>2 118 158</b>	<b>438 435</b>
Commission technique interministérielle (CTI)	108 000	0	74 400
Comité national de la coopération décentralisée (CNCD)	10 000	10 000	19 982
Conférence nationale de la décentralisation (CONAD)	164 588	286 158	7 053
Commission nationale des finances locales (CONAFIL)	15 000	15 000	29 999
Association des municipalités du Burkina Faso (AMBF)	50 000	50 000	50 000
Association des régions du Burkina Faso (ARBF)	50 000	50 000	50 000
Comité national de suivi-évaluation (CNSE)	5 000	0	0
Commission nationale d'aménagement et de développement durable du territoire (CNADDT)	7 000	7 000	7 001
Fonctionnement du FPDCT	3 154 628	1 700 000	200 000
<b>Total général</b>	<b>210 206 755</b>	<b>241 320 273</b>	<b>225 022 831</b>
<b>Part du budget transférée aux collectivités territoriales</b>	<b>11,36%</b>	<b>12,26%</b>	<b>10,36%</b>

Source : DGD/MEFP, décembre 2021

## ANNEXE 6 Calendrier de diffusion du budget citoyen 2022

Document à publier	Structure responsable de la diffusion	Date limite de publication (norme IBP)	Période de diffusion proposée pour le Burkina	Canal	Justification	Champ	Observation
Le budget citoyen	DGB	Au plus tard trois (03) mois après la promulgation de la LFI	Au plus tard trois (03) mois après la promulgation de la LFI	<b>Radio</b>	Partager l'information budgétaire avec un large public dans les langues locales (stations de radio locale, etc.)	OSC, Presse, Collectivités Territoriales,	La radio permet de toucher un plus grand public avec des moyens modestes (radio à pile, téléphone portable, etc.)
				<b>Télévision</b>	Partager l'information budgétaire avec un large public en mettant en évidence les images traduisant les ambitions affichées	OSC, Presse, Collectivités Territoriales,	En plus de renfermer certains avantages de la radio, la télé permet de toucher certains groupes (handicapés auditifs, etc.)
				<b>Presse écrite</b>	Partager l'information budgétaire à ceux qui ont un niveau minimum d'instruction	Administration, OSC, Presse, Collectivités Territoriales,	L'archivage des journaux permet de relire et de partager les informations avec plusieurs personnes.
				<b>Plateforme web d'accès</b>	Permettre l'accès facile aux données budgétaires à travers les visualisations interactives	Accessibilité à internet	Elle permet de donner des statistiques analytiques, graphiques.

Source : DGB/MEFP, décembre 2021

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale



## REAGISSEZ À CE GUIDE

Pour télécharger ce document et trouver de plus amples informations sur la loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2022, visitez le site web de la DGB : **[www.dgb.gov.bf](http://www.dgb.gov.bf)**

Pour vos remarques, commentaires et suggestions sur le contenu du Budget Citoyen,

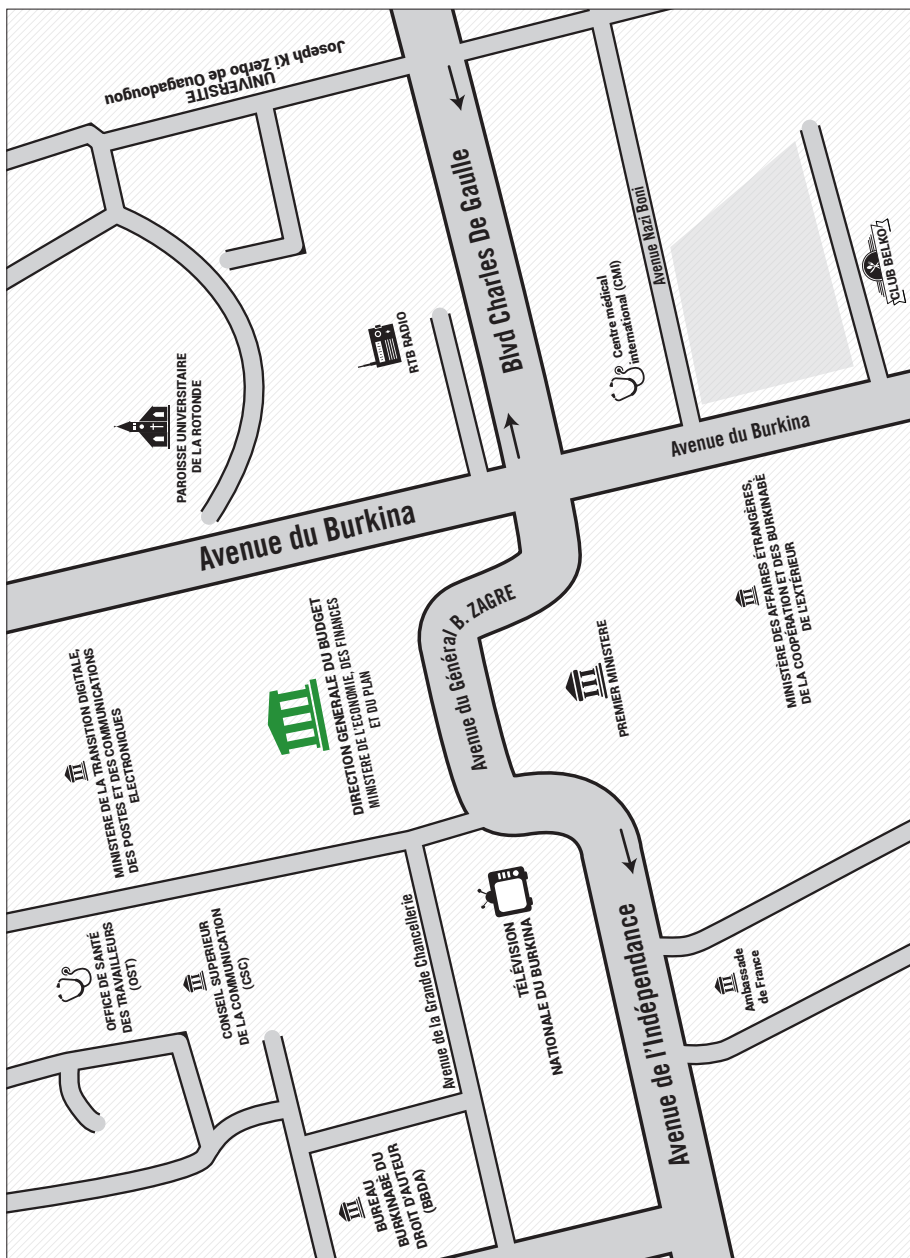
- rendez-vous sur la page Facebook : **<https://www.facebook.com/dgbburkinafaso>** ;
- ou envoyez un mail à l'adresse : **[dgb@finances.gov.bf](mailto:dgb@finances.gov.bf)**.

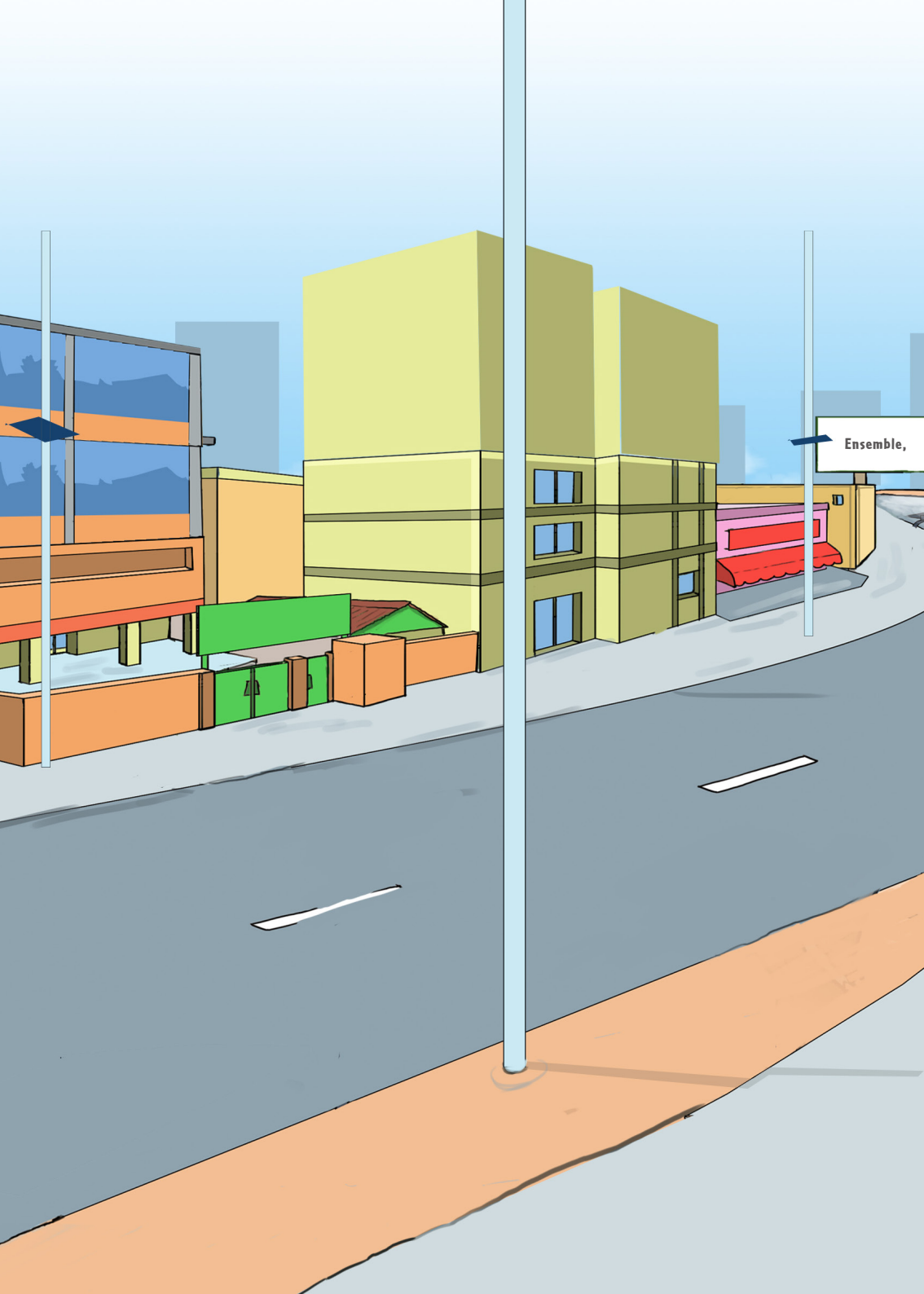
Pour toute autre information sur les finances publiques

- rendez-vous à la Direction Générale du Budget, située dans l'enceinte du Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan sise Avenue du 11 Décembre face à la télévision nationale ;
- ou appelez-nous au : **(+226) 25 41 82 94/ 25 32 44 30.**



# SITUATION GEOGRAPHIQUE DE LA DGB





Ensemble,

construisons un  
Burkina Faso  
prospre !



## EQUIPE D'ELABORATION DU BUDGET CITOYEN 2022

### MEFP

#### Superviseurs

OUEDRAOGO Lassané  
SOULAMA Vieux Abdoul Rachid

#### Président

SANFO Arouna

#### Membres

BOUNDAOGO Madi  
GOUEM Léfodara Hortense  
KABORE Albert  
KABORE K. Mariel  
KABRE Isaac Fresnel  
KAFANDO Fanta Maïmouna  
KOMBELEMSIGRI Clément P.  
NAGUIABOU Sédjourou  
OUEDRAOGO Inoussa  
OUEDRAOGO Ousmane  
SAVADOGO Mohamed  
SAWADOGO Mahamoudou  
SIA Yacoubou  
TIAO Koibiet  
TINGUERI T. P. Gérard  
ZONGO Joachim

### OSC

OUATTARA Karamoko  
OUOBA Boukari

### CONCEPTION GRAPHIQUE

BONTOGHO K. Modeste



